

RÉFÉRENDUM DU 20 MARS

La campagne s'emballe



Le chef de l'État déroule à Taïba Ndiaye, Noto et Tivaouane
Le Front du NON sur les traces de Macky à Touba
La campagne des artistes

P. 3,4,5

MENACE DJIHADISTE

Grand Bassam, une piquête de rappel pour le Sénégal



P.2

RÉCEPTION DE LA CENTRALE DE TOBÈNE POWER

La Senelec grossit de 70 mégawatts



P.8

TENSION À LA FRONTIÈRE SÉNÉGALO-GAMBIENNE

Médiation ratée de l'Imam Ratib de Banjul



P.7

TRANSVERSALE

La Chronique de Abdallah Dial Ndiaye

Que foot-on à Diambars ?

Le football est un art singulier, insaisissable qui tire son charme légendaire dans sa capacité insondable à se soustraire aux lois de la science exacte.

(LIRE À LA PAGE 12)

AFFAIRE IMMEUBLE EDEN ROC VIDÉE LE 11 AVRIL

Les avocats de Bibo Bourgi demandent le sursis à statuer

Après plusieurs renvois, l'affaire de l'immeuble Eden Roc opposant l'Etat du Sénégal à Ibrahim Aboukhalil dit Bibo Bourgi a été plaidée hier. Les deux parties qui se disputent l'immeuble seront édifiées sur leur sort, le 11 avril prochain. Le juge des référés décidera si Bibo Bourgi va conserver l'immeuble ou le céder à l'Etat. Toutefois, si cela ne tenait qu'aux avocats de l'homme d'affaires, le juge des référés devrait surseoir à statuer. En fait, lors des plaidoiries, ils ont demandé le sursis à statuer en arguant avoir saisi un tribunal arbitral. Or, celui-ci n'a pas encore tranché et a juste pris des mesures provisoires. Cette juridiction a invité l'Etat du Sénégal à surseoir à entreprendre toute



action dans le sens de faire exécuter les décisions de la Cour de répression de l'enrichissement illicite (CREI). C'est la raison pour laquelle les avocats ont estimé qu'en l'état, le juge ne peut rendre une décision. A défaut du sursis à statuer, ils ont demandé que l'Etat soit simplement débouté.

Se fondant sur l'arrêt de la CREI, les conseils de l'Etat ont laissé entendre que l'immeuble Eden Roc appartient désormais à leur client et non à Bibo Bourgi.

Dans le cadre de l'exécution de l'arrêt de la CREI condamnant "l'ami de Karim Wade", l'Etat a initié une procédure d'expropriation et c'est à ce titre qu'il a muté l'immeuble en son nom. Mais les avocats ont rétorqué à leurs confrères qu'ils confondent état de droit réel et immatriculation. Selon leurs arguments développés à la barre, l'immeuble d'Eden Roc appartient non pas à Bibo Bourgi mais plutôt à la SCP (société civile et professionnelle) dont il est actionnaire. Or, dans l'arrêt de la CREI, ce sont les actions de leur client qui sont confisquées et non le patrimoine. ■

BOY DJINNÉ



Baye Modou Fall alias Boy Djinné ou le Michael Scofield sénégalais et les cinq gardes pénitentiaires accusés de l'avoir aidé lors de ses deux

premières évasions de la prison de Diourbel en 2008 seront édifés sur leur sort aujourd'hui. Le tribunal correctionnel de Diourbel devait rendre son délibéré le 3 mars passé mais l'avait prorogé au 15 de ce mois-ci à cause de la grève de 48 heures du Syndicat des travailleurs de la justice (Syjust). Alors qu'il était en Gambie après son évasion de la prison de Diourbel en janvier dernier, Boy Djinné a été jugé le 16 février dernier pour deux évasions qu'il a faites en 2008 lorsqu'il était emprisonné à Diourbel dans le secteur des mineurs. Il a été jugé avec cinq gardes pénitentiaires inculpés pour complicité d'évasion. Durant la première évasion, Boy Djinné s'était rendu dans les toilettes pour prendre une douche. Il en avait profité pour faire un trou et se libérer. Repris trois mois plus tard, il s'était fait encore la malle. Il avait simulé une grève de la faim. Lorsqu'il a été conduit en cellule d'isolement, il avait réussi à passer par le toit en zinc.

DAGANA

Il était plutôt abonné aux opérations porte-à-porte à l'étranger mais là, il est allé mouiller le maillot dans son Dagana natal. Cela s'est passé le week-end passé et Mankeur Ndiaye était accompagné du député maire de Richard Toll Amadou Mame Diop et de plus d'une douzaine de cadres. Les quartiers de la Commune de Dagana, soit dit en passant fief du Coordonnateur du Pds Oumar Sarr, ont été visités. Même le magistrat Omar Gaye, actuellement Premier Conseiller et Conseiller juridique à l'Ambassade du Sénégal à Paris, a été de la partie puisque c'est lui qui a animé une conférence d'échange et de partage autour du projet de révision de la constitution le samedi 12 mars 2016, à 15h00 au CDEPS de Dagana. La commune de Gaé, des mausolées du cimetière de Mpal ainsi que la grande mosquée de Gaé ont reçu la visite de la délégation politique.

RÉFÉRENDUM

Les partisans du Président Sall

n'excluent aucun segment de la société pour faire triompher le OUI au référendum de dimanche prochain. Dans ce sens, le directeur de l'Agence pour la sécurité de proximité (ASP), Dr Papa Khaly Niang, a rencontré hier les 72 imams des mosquées de la commune de Diakhao Sine pour les sensibiliser. Le vice-président du comité international des pénalistes francophones a décortiqué les 15 points relatifs au projet de révision initié par le Chef de l'Etat Macky Sall. En retour, ces imams affiliés à l'association Hizbu Rahma ont promis de faire "un sermon sur le OUI" lors de la prière de vendredi prochain. Ils se disent être convaincus par les explications du directeur de l'ASP. Ce dernier a profité de la rencontre pour rassurer les imams : "La question de l'homosexualité dans les nouveaux droits n'est qu'une pure intoxication voire une mauvaise interprétation des textes."

VIOL /MEURTRE

Les corps sans vie d'Aminata Ba et d'Oumou Diao, âgées respectivement de 13 et de 14 ans, ont été retrouvés jetés dans un marigot au quartier de Labé de la commune de Boghal, dans le département de Bounkiling (région de Sédhiou). Ces deux jeunes filles, informe un communiqué de la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (Raddho), parvenu à notre rédaction hier, ont été tuées le 6 mars 2016 alors qu'elles étaient sorties de leur concession pour aller cueillir des fruits en brousse. L'autopsie effectuée sur les corps de ces deux filles à l'Hôpital régional de Sédhiou a révélé "un meurtre de deux jeunes filles avec des blessures atroces et des yeux crevés". A l'issue de cet incident macabre, quatre jeunes ont été arrêtés par les éléments de la Brigade de gendarmerie de Bounkiling pour des besoins de l'enquête et les corps de deux jeunes filles ont été remis à leurs familles. La Raddho qui condamne ce double meurtre demande que justice soit faite.

CONDOLÉANCES

Le président de la République Macky Sall a présenté hier ses

MENACE DJIHADISTE

Grand Bassam, une piqûre de rappel pour le Sénégal

Les alertes américaines et françaises relatives à des risques imminents d'attaques à Dakar et à Abidjan n'étaient pas que de vaines spéculations. La première attaque terroriste en Côte d'Ivoire, sur la plage de l'hôtel du Sud à Grand Bassam, non loin d'Abidjan, a provoqué une nouvelle onde de choc et un émoi dans la sous-région. C'est ce que recherchaient les auteurs de ce nouvel acte de barbarie. Une autre preuve qu'en dépit des mesures prises pour anticiper toute attaque meurtrière, le Sénégal reste toujours une cible pour ces hommes n'ayant aucun respect pour la vie humaine.

Dernièrement, nous rappelions sur la foi de sources très au fait de cette question terroriste, qu'une équipe multi task composée des différents services de sécurité concernés multiplie discrètement les séances de travail pour inventorier, caractériser et définir le niveau de menace potentielle de plusieurs sites susceptibles d'être dans le viseur de personnes mal intentionnées et endoctrinées par les djihadistes. Visiblement, les mesures d'anticipation et de prévention fonctionnent jusqu'ici, permettant relativement au Sénégal de rester à l'abri. Force est de reconnaître qu'après l'attaque de Grand Bassam, nombreux sont les concitoyens qui se demandent jusqu'à quand cette relative quiétude va perdurer?

Car le choix d'une station touristique, à seulement une trentaine de kilomètres d'Abidjan, est un signe voulu par les terroristes pour montrer leur capacité à s'ajuster aux mesures de contreterrorisme prises dans les Etats de la sous-région et à

les contourner pour faire beaucoup plus de dégâts et de façon spectaculaire. Il urge donc d'agir un peu plus dans le pragmatisme et le concret car dans cette affaire, le malheur n'arrive pas qu'aux autres. Surtout qu'un regard de la carte des dernières attaques terroristes conforte le sentiment d'encerclement de la menace djihadiste.

Les terroristes profitent en effet de la moindre faille pour rappeler leur présence nuisible. Etant donné le caractère transfrontalier de la menace, les réponses et les mesures de prévention nationales, quelle que soient paraissent plus que jamais limitées. La coopération et l'échange de renseignements à l'échelle sous régionale a récemment fait ses preuves avec la traque du terroriste mauritanien Cheikh Ould Salek, évadé d'une prison de Nouakchott. Le Sénégal avait mis la main à la pâte au moment de cette traque qui s'est achevée en Guinée-Conakry. Si la Mauritanie avait agi seule, Cheikh Salek serait aujourd'hui une menace pour tous ces pays où son réseau lui a fourni une couverture.

L'impréparation de nos faibles Etats de la sous-région devrait donc céder la place à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie régionale avec une véritable mutualisation des ressources sécuritaires en matière d'hommes, de ressources financières, logistiques, etc. Puisque là où les Etats africains évoquent leur pseudo souveraineté pour s'y agripper, les terroristes font appel à la motivation fanatisée, source de la détermination à endurer, à s'ajuster et à réussir quelques coups d'éclats aux conséquences toujours dramatiques. ■

MAME TALLA DIAW

ENQUÊTE

Publications - Société éditrice
Boulevard de l'Est-Point E
Immeuble Samba Laobé Thiam Dakar
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur Général :
Mahmoudou Wane
Directeur de publication :
Ibrahima Khalil Wade
Rédacteur en chef :
Gaston Coly
Secrétaire de la Rédaction :
Assane Mbaye
Grands Reporters :
Babacar Wilane & Fatou Sy
Chef de Desk Sports :
Adama Coly
Chef de Desk Éco-Social :
Aliou Ngamby Ndiaye
Chef de Desk Culture :
Bigué Bob

Rédaction :
Mamadou Diallo, Louis Georges Diatta,
Viviane Diatta, Mame Talla Diaw,
Aida Diène, Ousmane Laye Diop,
Aminata Faye, Cheikh Thiam,
Habibatou Traoré
Correcteur :
Boubacar Ndiaye

Directeur artistique :
Fodé Baldé
Maquette :
Penda Aly Ngom Sène, Bollé Cissé

Service commercial :
maimounaenquete@gmail.com
Tél. : 33 825 07 31 - 778341190
Impression : AFRICOME

ÉTUDIANTS FASTEF

Les étudiants qui ont fait le concours d'entrée à la Faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation (Fastef) ne comptent pas se soumettre à la décision des autorités de cet établissement de suspendre la proclamation des résultats. Pour manifester leur colère, ils ont barré l'avenue Cheikh Anta Diop en interrompant la circulation durant toute la matinée d'hier. Ils ont échangé des pierres contre des gaz lacrymogènes avec les forces de l'ordre. "Nous avons dépensé beaucoup d'argent pour participer à ce concours. Donc les résultats doivent sortir dans les brefs délais. Nous sommes prêts à mener le combat", a fulminé Papa Diouma Diouf, étudiant à la Facultés des lettres et sciences humaines et membre du mouvement des protestataires. Il rejette en bloc les arguments avancés par les responsables de la Fastef. "Ils disent qu'ils vont annuler le concours car ils n'ont pas de temps pour former les étudiants, mais nous ne croyons pas à cela. C'est des paroles politiques tout simplement. On a eu à négocier avec eux, mais rien n'est fait jusqu'à présent", a dénoncé l'étudiant Diouf devant les journalistes.

HYDRAULIQUE

Bouffée d'oxygène pour les Lougatois des quartiers à topographie élevée. La Société nationale des Eaux du Sénégal (Sones) a procédé à la mise en service, samedi dernier, d'un nouveau forage et d'un nouveau château d'eau d'un coût de 1,5 milliards de F CFA. Ces quartiers sont : Montagne Nord, Keur Serigne Bara, Althiéry, Garage etc. Le forage, informe le communiqué de la Sones, a une capacité de production de 208 m3/h, soit 4992m3/jour. La mise en service de ce nouveau forage et de ce château va permettre l'amélioration de la desserte en eau potable pour les populations de ces quartiers dans le Ndiambour.

Macky Sall vend son “OUI” à Taïba Ndiaye

Le chef de l'Etat était hier à Taïba Ndiaye, dans le département de Tivaouane pour procéder à l'inauguration de la centrale de Tobène Power. Il en a profité pour inviter les populations à voter “massivement OUI” le jour du scrutin.



■ ALIOU NGAMBY NDIAYE

Le président de la République a déjà entamé sa campagne pour le référendum. Partout où il passe, Macky Sall appelle les populations à voter massivement pour le OUI au pro-

chain scrutin référendaire qu'il propose le 20 mars prochain. Alors que la campagne vient juste d'être lancée le samedi dernier, le chef de l'Etat est sur le terrain pour faire triompher le OUI. Il a passé ce week-end dans la ville religieuse de Touba. Hier, il est arrivé vers 18h à

Taïba Ndiaye pour procéder à l'inauguration de la centrale à fioul de Tobène Power. Une occasion, que le Président Sall a bien saisie pour s'adresser aux populations qui étaient venues nombreuses assister à la cérémonie. À ces dernières, il explique que le scrutin du

20 mars prochain n'est ni le référendum de Macky Sall ni celui d'un parti politique. Il s'agit, dit-il, d'un vote pour renforcer les institutions de ce pays.

“Je veux, par ce référendum, renforcer la démocratie et l'Etat de droit sinon je n'allais pas prendre toute cette peine”, informe-t-il d'abord. Ensuite, le chef de l'Etat revient sur le bien fondé des réformes en 15 points qu'il propose à l'appréciation des Sénégalais. Certaines mesures telles que les clauses de non révision sur des domaines aussi essentiels que le mode d'élection du président de la République, le nombre de mandat et la durée des mandats, à elles seules “méritent que le peuple donne son option pour que nul n'en ignore, pour que nul ne soit tenté, en l'avenir de manipuler la Constitution pour un troisième ou un quatrième mandat”. “Voilà pourquoi le peuple sénégalais doit faire sienne ces réformes et s'engager. Il ne s'agit pas de majorité ou de position, il s'agit de citoyens qui doivent faire l'appropriation d'une réforme qui fera de notre Constitution l'une des plus évoluées dans le monde puisque, nous aurons un standard démocratique qui n'a rien à envier aux nations les plus modernes”, sensibilise-t-il. Avant d'inviter les “hommes, femmes, jeunes, vieux, à se mobiliser et à voter massivement pour un OUI”.

Après Taïba Ndiaye, le Président Sall est allé vers 19 heures à Notto Gouye Diama où il devrait procéder à la pose de la première pierre de la route. La nuit, il est revenu dans la cité religieuse de Tivaouane où il a passé la nuit. ■

Cheikh Kanté signe le pacte du OUI avec Bignona

A cinq jours du référendum constitutionnel, la campagne électorale bat son plein à Dakar et à l'intérieur du pays. L'Alliance pour la République (APR) a ainsi reçu hier le soutien de plusieurs collectivités locales du département de Bignona pour une victoire éclatante du OUI.

L'Alliance pour la République enregistre encore dans ses rangs un soutien de taille pour “le triomphe massif du OUI le 20 mars prochain”. 19 communes du département de Bignona polarisant au total 322 villages ont fait défection à l'Union centriste du Sénégal (UCS), parti d'Abdoulaye Baldé, pour rallier le courant du OUI. Le Directeur général du port autonome de Dakar, Cheikh Kanté, a reçu hier une délégation des leaders de ces différentes localités composée des conseils municipaux, avec à leur tête la députée Khady Diédhiou.

L'un après l'autre, les différents porte-parole désignés disent tous être en phase avec le gouvernement sur l'essentiel des 15 points soumis au référendum constitutionnel. Selon Khady Diédhiou, l'adhésion de son groupe au projet de révision, malgré la position contraire de leur parti, se justifie par un choix patriotique. “La réforme proposée est défendable. Tout n'est pas mauvais”, a fait savoir celle surnommée Aline Siteo Diatta par ses camarades. Et la responsable dissidente de l'UCS de poursuivre : “Nous sommes venus exprimer notre soutien total, via le DG Cheikh Kanté, au président de la République Macky Sall. Nous avons déjà commencé à battre campagne à Bignona pour la victoire du OUI et nous allons intensifier encore nos actions sur le terrain en faveur du OUI”.

A sa suite, Assaye Diémé, militant de la même formation politique dans le département de Bignona, a abondé dans le même sens. “Nous avons décidé de soutenir les points de réforme proposés par le Chef de l'Etat parce qu'ils visent à renforcer les droits des Sénégalais. Le Président peut compter sur nous pour une victoire massive du OUI”, a-t-il soutenu, sous les acclamations de ses camarades de parti. Pour cela, il promet de sillonner tous les coins et recoins dudit département avant le 18 mars prochain, jour officiel de fin de campagne référendaire. “Nous ne sommes pas en rivalité avec le courant opposé à l'adoption du référendum, mais nous nous battons simplement pour le développement du Sénégal”, a-t-il ajouté, en demandant un accompagnement matériel et financier sur le terrain.

Pour sa part, Dr Cheikh Kanté s'est félicité de cet “élan populaire” prêt à soutenir le président de la République dans sa vision de renforcer l'Etat de droit et consolider davantage la démocratie du pays. “Cette rencontre à une signification particulière, qui montre que la Casamance a choisi dans sa grande majorité d'accompagner le Chef de l'Etat dans ses réformes constitutionnelles”, s'est réjoui le Dg du port. Il a ensuite transmis, les encouragements de Macky Sall à la délégation pour l'atteinte de l'objectif visé, la nuit du 20 mars. Il a aussi saisi l'occasion pour expliquer quelques points de la réforme, tous bénéfiques selon lui pour la consolidation de la démocratie au Sénégal. ■

MAMADOU DIALLO

SOULEYMANE JULES DIOP (SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DU PUDC)

“Ceux qui appellent à voter NON sont dans l'erreur”

En conférence de presse hier, Souleymane Jules Diop s'est prononcé sur le référendum. Pour le Secrétaire d'Etat chargé du PUDC, les partisans du NON sont dans l'erreur.

■ HABIBATOU TRAORE

L'ancien Secrétaire d'Etat aux Sénégalais de l'extérieur sort de son mutisme. Après s'être penché “minutieusement” sur les textes de la réforme proposée par Macky Sall, Souleymane Jules Diop livre sa position. “Je ne pouvais pas parler sans avoir bien étudié et lu dans les détails les textes de la réforme concernant certains aspects étaient vrai ou faux mais, j'ai vu que cela n'existait pas”, fait-il savoir d'emblée. Pour le Secrétaire d'Etat chargé du suivi du Plan d'urgence de développement communautaire (PUDC), ceux qui appellent à voter NON sont dans l'erreur.

“Le chef de l'Etat leur a donné la possibilité de renforcer le statut de l'opposition, ils disent NON. Il leur a donné la possibilité de renforcer la capacité du Conseil constitutionnel, ils disent NON. Il a



donné la possibilité d'élargir les compétences de l'Assemblée nationale, ils disent NON. Il leur a donné la possibilité d'avoir un mandat de cinq ans et de verrouiller la

Constitution, ils disent NON”, se désole Jules Diop. Selon ce dernier, ce projet de réforme n'a été initié ni par Macky Sall encore moins par l'Apr mais plutôt par “la commis-

sion nationale des réformes des institutions qui a hérité des travaux des assises nationales”.

Après 27 ans de compagnonnage avec le Président de l'Alliance pour la République, Souleymane Jules Diop estime qu'il était nécessaire qu'il se prononçât sur la question. “Se taire pourrait être considéré comme une preuve de lâcheté et de manque de courage, ce n'est pas mon cas”, s'est-il justifié. Et de poursuivre : “Il est paradoxal de “demander à quelqu'un de respecter sa parole en lui disant de ne pas respecter le Conseil constitutionnel”. Sur sa lancée, Souleymane Jules Diop renseigne que ce sont les Assises nationales qui ont exigé que cette réforme passe par un référendum.

Le Secrétaire d'Etat chargé du suivi du PUDC n'a pas manqué de charrier l'opposition qui fait campagne autour d'un “NON émotionnel”.

“Certains avaient déjà chargé des conteneurs de t-shirts et d'affiches pour en découdre l'année prochaine, je comprends alors qu'ils aient du mal à masquer leur émotion. C'est pourquoi ils veulent tout remettre en cause pour la question du mandat. Mais ils doivent prendre leur mal en patience jusqu'en 2017 ou 2019”, a-t-il conclu. ■

SOUTIEN AUX LEADERS POLITIQUES

Quand les artistes battent campagne

Une campagne électorale, on ne la mène pas qu'avec des discours. Il faut bien de l'animation, de la musique pour rythmer les rencontres et processions. Et les politiciens sénégalais ne se contentent pas seulement de faire passer des chansons quand ils peuvent se payer des prestations en live avec des opus sur commande. C'est ainsi que pour ce référendum, le camp du OUI et celui du NON ont tous leurs chanteurs attirés qui ont composé des mélodies et proposé des textes pour convaincre les Sénégalais. Certains d'entre eux expliquent ici le sens de leur engagement.

■ BIGUE BOB ET AMINATA FAYE

En plus de leurs alliés naturels, les hommes politiques pêchent souvent chez les artistes pour donner du rythme à leurs campagnes électorales. Au Sénégal, les artistes ont toujours ainsi accompagné les leaders politiques. De Senghor à Abdou Diouf en passant par Abdoulaye Wade et Macky Sall, tous ont un pilier sur lequel s'appuyer chez les acteurs culturels. Yandé Codou Sène, Thione Seck avec son tube "numéro 10" en l'honneur d'Abdou Diouf, Alioune Mbaye Nder et Doudou Ndiaye Mbengue, ont tous chanté les différents Présidents du Sénégal. Et

grandes instances de ce monde pour revenir nous dire que le Conseil constitutionnel ne le lui autorisait pas, alors que c'était un avis. Aussi, l'article 103 de la Constitution pourrait lui permettre de respecter la Constitution et de respecter la parole donnée. Donc, c'est un peu par rapport à ce principe. Plusieurs Présidents sont venus dans ce pays et à chaque fois, on nous sert du 'wax waxeet'. On ne peut pas habituer les Sénégalais au wax waxeet et cela, à chaque fois. C'est impossible." Ainsi s'est indigné Simon qui explique en même temps le sens de son engagement dans ce combat pour la victoire du NON. Cet engagement du boss de Jolof for



Simon

même si les engagements diffèrent car certains s'en sont tenus à chanter les louanges de leurs leaders, d'autres ont choisi d'être des politiciens avec des bases bien définies à l'image de Doudou Ndiaye Mbengue. Seulement, quel que soit le degré d'engagement des uns et des autres, ils prennent tous part aux différentes campagnes électorales, soit en composant une chanson, soit en s'affichant aux côtés de leurs leaders dans les meetings. Celle du référendum de ce 20 mars entamée ce week-end ne fait pas exception.

Et la campagne des artistes a commencé bien avant même le coup d'envoi officiel. Ce sont les chanteurs du front du NON "Niani bañ na" qui ont donné le la. Kilifeu, Djily Bagdad, Simon et Fou Malade appellent le peuple, dans cette chanson, à voter NON.

"Dans ñani bañ na, on explique, sans entrer dans les détails, pourquoi il faut voter NON. Pour dire qu'il faut se concerter avant de se décider à faire certaines choses. On ne peut pas faire un référendum en un mois, c'est impossible. Il ne faut pas se dédire aussi. Nous avons axé le morceau ñani bañ na" sur la gravité du "wax waxati waxeet". Pour dire que c'est un combat de principes. Il avait été dit qu'il ne ferait que 5 ans un peu partout au Sénégal et dans les plus

life n'étonne pas, lui qui est Y en a marriste, tout comme celui de Xuman. Même si l'auteur de "Lii lumu doon" ne s'est jamais engagé dans un mouvement de manière active ou dans un parti politique, il n'a jamais manqué de composer une chanson en de pareilles circonstances. Cette fois-ci, il n'a pas manqué de donner son avis comme à son habitude à travers une chanson. "Déet ak déedéet" élucide sur le choix de Gunman Xuman.

"Moi, je ne suis ni Ps, ni Pds ou Apr. Je n'ai jamais milité pour un parti politique, j'ai toujours milité pour le parti du peuple. Et dans "Lii lumu doon" sorti il y a 5 ans de cela, les mêmes choses que l'on déplorait sont toujours à l'ordre du jour. Quand on élit un homme politique, il oublie tout dès qu'il accède au pouvoir. C'est



Xuman

exactement ces paroles qu'on retrouve dans mes chansons passées. Je ne vais pas dire que c'est de la prémonition mais dans le passé, il y a toujours eu les mêmes expériences et c'est dire que ce qui est en train de se passer, c'est du déjà vu. Quand je vois que dans la campagne du Oui, il y a toujours des camions où l'on met du vivre et qu'on va distribuer à certaines personnes pour pouvoir acheter leur vote, cela montre qu'on n'a pas changé. On a changé de personnes, mais on n'a pas changé nos manières de faire. Et je trouve cela dommage", explique Xuman. Par conséquent, "ce morceau est plutôt un réglage, une mise au point. Pour dire au fait que je ne suis pas acheté, je n'ai jamais été acheté. Les y en a marristes sont des amis, ils ont leurs démarches. Quand on doit cheminer, on chemine mais n'empêche que quand j'ai envie de sortir un single, je le fais pour dire ce que je pense du pays. Quel que soit le président qui sera élu ou réélu, s'il y a des dérives que l'on constate, je vais toujours prendre ma plume pour dire ce que je pense du pays", a déclaré ce membre fondateur du Pee Froiss. Et pour ce cas précis, voilà ce qu'il en pense : "Le single est pour moi une manière de montrer mon désaccord par rapport à tout ce bruit qu'il y a autour de ce référendum. Et pour moi, le leader est quelqu'un qu'on respecte par rapport à sa parole. Du moment que notre Président nous a promis qu'il allait réduire le mandat et qu'au final, on se retrouve à différents mandats dans lequel son mandat en cours n'est pas pris en



Red Black

compte, je pense que le référendum n'avait plus lieu d'être. Aussi, ce n'est pas pour moi un référendum mais juste un vrai sondage par rapport à sa popularité et voir si les Sénégalais l'apprécient. Malheureusement, je me rends compte que le message n'est pas encore passé parce qu'au deuxième jour de campagne, il y a eu déjà des violences. Alors cela signifie qu'à la présidentielle, il y aura plus de violences et c'est ce qui m'attriste vraiment."

A côté des musiciens du "NON" se distinguent les chanteurs du OUI. Parmi eux, le rappeur Red Black. Célèbre grâce au tube "na dem" chanté en 2012 pour réclamer le départ d'Abdoulaye Wade,

le rappeur qui s'habille toujours en rouge et noir a sorti une chanson qui n'a pas encore le même succès que "na dem" pour appeler le peuple à voter OUI. Même si son auteur est convaincu du contraire. "C'est déjà un morceau qui mobilise, comme d'habitude avec mes autres chansons d'ailleurs. C'est la raison pour laquelle cela fait beaucoup de bruit. Ce n'est pas pour me jeter des fleurs mais c'est l'un des meilleurs morceaux qui ont eu à parler du référendum et l'impact, c'est la mobilisation. C'est comme du "Jumbo" (épices) dans la cuisine. Cela a créé beaucoup de frustrations, beaucoup de mécontents", pense-t-il. Son soutien aux politiciens défendant le OUI, il ne s'en cache pas et l'assume. "Le peuple sénégalais attendait ma position et donc j'ai chanté le OUI. Ce, parce qu'après avoir lu les 15 points, j'ai vu que c'était l'avantage du Sénégal et des Sénégalais. Et d'autant plus qu'il y en a qui ont fait d'autres tubes pour s'opposer alors que le OUI est le bien du Sénégal. C'est une avancée démocratique. Donc pour nous qui avons toujours combattu pour la démocratie, c'est positif. Pour gagner un pouvoir, il faut avoir des arguments, une vision, être positif et on ne peut pas gagner un pouvoir par des mensonges. Il est temps que les politiques soient exemplaires, il ne faut pas sacrifier l'intérêt des Sénégalais. Ce qui nous intéresse, c'est le développement du Sénégal. Et puis, que ceux qui sont fâchés contre Macky Sall attendent les élections (ndlr la présidentielle), mais que l'on ne nous prive pas de notre référendum", supplie-t-il. ■

Quel poids à l'engagement politique des artistes ?



Guissé Pène

Que cela soit dans le camp du OUI ou du NON, la question que l'on se pose est de savoir si cela peut influencer l'électorat sénégalais. En d'autres termes, les gens votent-ils OUI ou NON parce que leur chanteur préféré le fait ? A voir les réactions sur la toile contre la sortie du leader de Fekke Ma ci Boole par ailleurs lead vocal du Super Etoile, Youssou Ndour, on serait tenté de dire non. Il y a plus de réprobation et d'appels envers le roi du mbalax de faire la différence entre le patron du "Dakar ne dort pas", le "Dakar des jet-setteurs" que celui du "Dakar des travailleurs".

Cependant, le secrétaire général de l'Association des métiers de la musique (AMS) Guissé Pène essaie ici de persuader du contraire. "Avant tout, les artistes sont aussi des citoyens qui ont des sensibilités politiques et qui peuvent de manière infime influencer sur des décisions par rapport à leurs admirateurs, leurs familles", reste-t-il convaincu. Non sans préciser : "Quand un artiste chante contre la gestion du pouvoir en place, tout le monde l'écoute, tout le monde l'aime. Mais dès que c'est l'effet inverse, c'est-à-dire quand l'artiste fait les louanges du pouvoir en place ou s'implique dans le gouvernement, cela pose problème", analyse-t-il. Même s'il est d'avis que les choses ne devraient pas se passer ainsi, Guissé Pène pense "que les artistes ont aussi le droit de s'exprimer parce qu'ils contribuent à la gestion de la cité". ■

VISITE DE LA COALITION DU NON À MBACKE KADIOR ET TOUBA

L'opposition sur les traces de Macky

Le Front du refus regroupé dans la coalition du NON/Gor ca wax ja a été hier à la rencontre du Khalife général des Mourides. Sans donner aucune consigne de vote, Serigne Cheikh Sidy Makhtar Mbacké a formulé des prières pour Mamadou Diop Decroix, Oumar Sarr, Idrissa Seck, Abdoulaye Baldé, Malick Gackou et Pape Diop, entre autres leaders de l'opposition. Ces derniers ont par la suite sillonné les ruelles de Touba pour demander aux populations de Voter NON le 20 mars prochain.



De gauche à droite, Bamba Dieye, Idy, Déthié Fall et Gackou

■ ASSANE MBAYE (ENVOYE SPECIAL)

La bataille de Touba aura lieu. Et les leaders de la coalition du NON/Gor ca wax ja ne comptent en aucun cas laisser le champ libre à la mou-vance présidentielle. 24h après la visite du chef de l'Etat à Mbacké Kador, les leaders de ladite coalition ont eux aussi rendu visite au Khalife général des Mourides.

“L’opposition tient son meeting dans le salon du Khalife”

C’est en effet vers 19h que la caravane de la coalition du NON est arrivée au domicile du Khalife général des Mourides sis à Mbacké Kador. Installés dans la salle d’at-tente, en attendant d’être reçus par le guide religieux, les libéraux

en ont profité pour tenir un petit meeting. Et c’est la présidente du Conseil départemental de Bambey qui ouvre le bal. “Le maire de Mbacké Kador qui est un membre du Parti démocratique sénégalais a, après avoir été reçu par le président de la République Macky Sall, transhumé pour 500 000 F CFA. Son adjoint ici présent n’a pas été d’accord sur sa démarche et a décidé dorénavant de s’investir au niveau local pour le triomphe du NON”, lâche Aida Mbodji qui passe la parole à Abdou Aziz Mbacké. Ce dernier, devant les responsables du Pds et des autres leaders de la coalition du NON, a fustigé l’attitude de son désormais ex-frère de parti, le maire Pape Ousmane Ndiaye. Le désormais allié du président de la

République, selon lui, n’a même pas pris le soin de consulter ses camarades de parti avant de prendre une telle décision. “Pape Ousmane Ndiaye a mobilisé des gens à qui il a payé chacun 3 000 F CFA pour accueillir le président de la République, Macky Sall à Mbacké Kador mais ce ne sont pas les populations de la localité qui sont sorties l’accueillir”, vilipende le marabout-politicien. Abdou Aziz Mbacké renchérit ainsi que Mbacké Kador a déjà rejeté le projet de réforme constitutionnelle du président de la République soumis à l’appréciation du peuple sénégalais le 20 mars prochain. “Je suis derrière les différents leaders de l’opposition et je peux vous rassurer qu’au soir du 20 mars prochain, le NON triomphera à Mbacké Kador”, s’est engagé l’adjoint au maire de la commune de Mbacké Kador qui a d’ailleurs démenti la consigne de vote en faveur du OUI qu’aurait donné le Khalife. “Il a été relayé que le Khalife a donné une consigne de vote pour le OUI, cela n’est que pure manipulation ; Serigne Cheikh Sidy Makhtar Mbacké n’a jamais donné de consigne de vote pour le OUI”, tient-il à démentir.

C’est après ce petit meeting que le Khalife général a reçu les leaders de la coalition du NON/Gor ca wax ja. Idrissa Seck, Oumar Sarr, Abdoulaye Baldé, Pape Diop, Malick Gackou entre autres, ont été reçus par le Khalife des

Mourides peu de temps avant la prière du soir. Sans faire de discours, encore moins donner une quelconque consigne de vote, le Khalife a tout simplement formulé des prières avant de se retirer pour la prière du soir.

Le cortège s’ébranle pour Touba

où les leaders de la coalition du NON ont sillonné les ruelles pour appeler les populations à voter contre le projet de révision constitutionnelle du président de la République, Macky Sall. Partout où ils sont passés, les leaders de l’opposition ont été accueillis par des foules qui scandaient souvent le NON. “Nio bagn gor djiguène dou fi am (nous n’accepterons jamais la légalisation de l’homosexualité au Sénégal en langue Wolof)”, reprenaient certains en chœur. Satisfait d’une telle mobilisation, le président de Rewmi Idrissa Seck de déclarer : “les populations de Mbacké Kador et de Touba ont massivement adhéré au NON”. Verdict, le 20 mars prochain. ■

“NON partout, NON fepp, NON everywhere”

Après l’étape de Touba, la caravane de la coalition du NON/Gor ca wax ja a rallié la commune de Mbacké. Mamadou Diop Decroix, Pape Diop, Malick Gackou, Oumar Sarr, Idrissa Seck, Amsatou Sow Sidibé entre autres leaders de la coalition du NON ont sillonné toutes les artères de la commune de Mbacké et ont drainé beaucoup de monde. Un accueil qui a d’ailleurs dopé le leader de Rewmi, Idrissa Seck selon qui, Touba est acquise à la cause du NON. “Les populations de Mbacké Kador, Mbacké et Touba ont massivement adhéré au NON”, a soutenu l’ancien Premier ministre sous Abdoulaye Wade.

La caravane a eu comme point de chute le domicile du maire de la localité, Abdou Mbacké Ndao. Ce dernier qui a reçu l’ensemble des leaders de l’opposition dans son fief sis au quartier Khéwar, a adhéré à la coalition du NON après avoir, dit-il, décliné une offre du président de la République, Macky Sall. “Le président de la République m’a demandé d’adhérer au camp du OUI mais j’ai refusé son offre car le référendum est inopportun. C’est pourquoi j’ai dit NON partout, NON fepp, NON everywhere. J’appelle l’ensemble des populations de Mbacké à dire NON à ce projet de réforme qui n’est pas clair sur certaines de ses dispositions”, a déclaré le maire de Mbacké.

Pour sa part, le coordonnateur du Front patriotique pour la défense de la République (Fpdr) Mamadou Diop Decroix, par ailleurs secrétaire général d’And jéf/Parti africain pour la démocratie et le socialisme (Aj/Pads), a tenu à démentir toute consigne de vote donnée par le Khalife général des Mourides en faveur du camp présidentiel. “Ceux qui disent que le Khalife a donné une consigne de vote en faveur du OUI ne disent pas la vérité. Serigne Cheikh Sidy Makhtar a beaucoup prié pour nous tout en sachant que nous sommes pour le NON. Le marabout a prié pour tout le monde. Nous considérons que les prières que le marabout a faites pour nous seront exhaussées”, a déclaré Mamadou Diop Decroix. ■

UCAD

Les étudiants de Benno Bokk Yaakaar sonnent la mobilisation

La campagne pour le référendum a débité à l’Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad). Les partisans du OUI et ceux du NON essayent de mobiliser les étudiants. Mais pour le moment, la consultation populaire ne suscite pas l’engouement chez les étudiants.

■ ABDOURAHIM BARRY (STAGIAIRE)

Trois jours après le démarrage de la campagne pour le référendum, l’Ucad entre peu à peu dans la danse. Après la conférence de presse des étudiants de l’opposition pour lancer leurs activités le vendredi passé, c’est au tour des partisans du pouvoir d’entrer dans la danse. Hier, devant le pavillon A du campus social, les étudiants de la coalition “Benno Bokk Yakaar (BBY)” ont lancé leur campagne. Vêtus de t-shirts à l’effigie du OUI et brandissant des portraits de Macky Sall, les étudiants de BBY comptent battre campagne pour une “victoire éclatante du OUI au soir du 20 mars prochain”.

Ils promettent de faire du porte à porte pour sensibiliser leurs camarades étudiants sur l’importance des 15 points de la réforme constitutionnelle. Selon Landing Biaye, le porte-parole du jour, les étudiants de la coalition au pouvoir ont l’obligation morale d’éclairer la lanterne des citoyens sénégalais. Il dénonce ce qu’il appelle l’amalgame entretenu par les membres de l’opposition sur les propositions de réformes. “Nous le disons à haute et intelligible voix que 13 parmi les 15 points de réformes émanent d’une large concertation sous la direction de la Commission nationale de la réforme des institutions (CNRI)”, a-t-il déclaré devant les journalistes. Ce qui pour lui

prouve encore une fois que les réformes sont le fruit d’une participation inclusive et ouverte à tous les segments de la société.

Les étudiants de BBY ne comptent pas s’arrêter au campus social. Selon Landing Biaye, ses camardes et lui vont descendre dans plusieurs localités du pays pour animer des conférences publiques afin d’expliquer les 15 points de la réforme aux populations. “Nous allons faire des visites de proximité, aller dans les lycées et collèges pour sensibiliser nos camarades élèves pour une brillante victoire le 20 mars”, a promis l’étudiant Landing dans un concert de Oui.

Mais mis à part les étudiants du pouvoir et ceux du front du NON,



Illustration

le référendum semble ne pas trop emballer les étudiants. En circulant dans le campus, l’ambiance habituelle n’a pas changé. Les occupants des lieux vaquent tranquillement à leurs occupations. Beaucoup d’entre eux disent ne pas être très intéressés par la consultation populaire. “Moi personnellement, je ne vais pas voter car c’est inutile. C’est du gaspillage d’argent”, lance César Sambou. L’étudiant en licence 1 à la faculté des sciences juridiques et politiques comme beaucoup de ses semblables n’ont pas lu le

texte. Ils se basent souvent sur les dires et commentaires des autres citoyens. A la question de savoir s’il a lu le texte, Jules Manga répond non. “Je n’ai pas lu le texte mais, j’ai discuté avec quelqu’un qui a lu. Il m’a dit que les nouveaux droits énumérés dans les réformes sont flous. Ils risquent de promouvoir l’homosexualité dans notre pays”, explique Manga. Ainsi, Beaucoup d’étudiants votent OUI ou NON sans pouvoir le justifier par des arguments fondés sur leur propre analyse du projet de réforme constitutionnelle. ■

VOLS AGGRAVÉS SUIVIS DE MEURTRE

Un gang de Guédiawaye risque entre 10 ans et la perpétuité

Une bande de cambrioleurs a comparu hier devant la Chambre criminelle du Tribunal de grande instance de Dakar pour vols aggravés suivis de meurtre. Elle encourt des peines allant de 10 ans de travaux forcés à la perpétuité.

■ FATOU SY

Une bande qui a été jugée hier sera édifée sur son sort aujourd'hui à midi. Elle a plus d'une fois troublé le sommeil des populations de Guédiawaye par des cambriolages. L'un d'eux a été fatal à Djiby Sarr dans la nuit du 6 au 7 décembre 2009. La victime, depuis sa fenêtre, avait remarqué qu'un magasin était en train d'être cambriolé et s'était mise à crier "Au voleur !" Pour le faire taire, un des cambrioleurs lui avait tiré une balle à la tête. Ameuté, le voisinage s'était lancé aux trousse des malfaiteurs qui avaient réussi à quitter les lieux à bord d'un véhicule.

Auparavant, c'est le quartier de Cheikh Wade de Guédiawaye qui avait reçu la visite des malfaiteurs dans la nuit 2 décembre 2009. Bien d'autres cambriolages avec usage de véhicule ont



été enregistrés. Une fois, un véhicule appartenant à la Société hydraulique rurale a été utilisé. Avec la récurrence des cambrio-

lages, le commissariat central de Guédiawaye a été dessaisi au profit de la Division des investigations criminelles (DIC) qui n'a pas tardé à démanteler la bande. Le cerveau Mouhamed Gaye Ndiaye alias Boy Nar est arrêté fortuitement lors d'une patrouille avec du chanvre indien. En menant leur enquête, les policiers se sont rendu compte que Boy Nar était plus qu'un usager de la drogue mais un chef de gang. Interrogé, il a balancé ses acolytes que sont Alex Ody dit Mike, Amadou Wone dit Toukou, Pape Niang, Denis Oussouma. Il a indexé Ngoné Kâ comme leur receleur. Désigné comme auteur du tir ayant tué Djiby Sarr, le ressortissant nigérian Mike a déclaré qu'il ne l'avait pas fait exprès. Après leurs aveux, ils ont été déferés au parquet et inculpés pour association de malfaiteurs, vols en réunion commis la nuit avec usage d'arme et de véhicule avec effraction, meurtre, détention d'arme sans autorisation, complicité, recel criminel.

Cependant, hier à la barre, tous les accusés ont clamé leur innocence prétextant que leurs aveux ont été extorqués. Bien que confondus par les relevés téléphoniques et les géo localisations, ils ont soutenu qu'ils ne se connaissaient pas. Ngoné Kâ a allégué que les marchandises trouvées à son domicile appartiennent à son époux alors que l'enquête révèle qu'elles proviennent des cambriolages. Le parquet a dénoncé la mauvaise foi des accusés. Et a requis les travaux forcés à perpétuité contre Alex Ody, Amadou Wone et Pape Niang, 20 ans de travaux forcés contre Mohamed Gaye Ndiaye, Denis Oussouma et 10 ans de travaux forcés contre Ngoné Kâ. La défense a plaidé l'acquittement en évoquant des zones d'ombres.

L'affaire sera vidée aujourd'hui à midi. ■

ESCROQUERIE FONCIÈRE

Un vieux de 73 ans traîné à la barre

Cheikh Ahmed Tidiane Bâ, un vieux de 73 ans, a été attrait hier à la barre du Tribunal des flagrants délits de Dakar. Il avait promis 17 terrains au nommé Ahmed Diallo qui lui avait remis la somme de 10,6 millions F CFA pour des frais de lotissement d'un bail. Mais le septuagénaire n'a jamais respecté son engagement qui date de 18 ans.

En 1998, Cheikh Ahmed Tidiane Bâ et Amath Diallo se sont connus. Le premier nommé avait fait miroiter au second un titre foncier sis à Rufisque et appartenant à la famille Bâ. Par la même occasion, Cheikh Tidiane Bâ appelé affectueusement Gorgui Bâ avait fait croire à Ameth Diallo qu'il était le mandataire de cette famille riche de 45 membres. Sur ce, un protocole portant sur un lotissement de terrains a été signé entre les deux hommes et un certain Aliou Ndoeye qui n'a jamais été retrouvé depuis le début de la procédure.

Selon les termes du contrat, M. Diallo devait faire le lotissement du site et en payer les frais estimés à 10,6 millions de F CFA. Il devait recevoir 17 terrains en contrepartie. C'était depuis 1998 mais jusqu'à présent, il n'a pas reçu un lopin de terre ni son argent alors qu'il a exécuté sa part du contrat. En fait, lors de son audition au commissariat urbain de Rufisque, Amath Diallo a soutenu que depuis cette date, il court derrière son argent. Selon ses explications, lorsqu'il a terminé les travaux de régularisation, le vieux Bâ lui avait remis huit actes de cession. "J'ai mis lesdits documents dans ma poche, le temps de prier. A ma grande surprise, après ma prière, j'ai constaté qu'ils n'y étaient plus. Il (le vieux Ba) m'avait promis de m'en procurer d'autres", a raconté le plaignant. Comble de surprise, lorsqu'il s'est rendu sur le site promis, Diallo a constaté qu'il était occupé par des tiers. C'est pourquoi il a exigé la restitution de son argent. Ce n'est qu'en 2012 que Gorgui Bâ s'est engagé à lui rembourser en trois tranches, 2,5 millions F CFA en juillet et en fin août. Pour les 5,6 millions restants, le prévenu avait promis de les verser en fin octobre 2012 mais jusque-là, il n'a pas honoré son engagement.

"Il ne m'a jamais remis 10,6 millions mais juste 6 millions"

Seul face aux juges du Tribunal des flagrants, Gorgui Bâ a hier clamé son innocence. Il a soutenu que le site est le sien et qu'il a les documents qui le prouvent. Toutefois, il a ajouté que le terrain est litigieux car une partie a été morcelée et vendue par des maraîchers. A l'en croire, plusieurs d'entre eux ont été arrêtés et jugés. D'après toujours le prévenu, une autre partie du site fait l'objet d'occupation irrégulière et une même procédure d'expulsion est en cours. "L'affaire a fait l'objet de plusieurs jugements et à chaque fois, j'ai eu gain de cause devant lui (Amath Diallo)", a soutenu le prévenu. Il a déclaré qu'il a bel et bien fait savoir à la partie civile qu'il ne refusait pas de le rembourser mais que l'affaire était pendante devant la justice. S'agissant du montant reçu, Gorgui Bâ l'a minoré en affirmant qu'Amath Diallo ne lui a versé que 6 millions F CFA. Au cours de sa déposition, il a révélé avoir purgé une peine de 15 jours en 1973 sans préciser les motifs.

Le représentant du parquet a demandé l'application de la loi. La défense a plaidé la relaxe pure et simple en attestant la thèse de l'occupation irrégulière. L'avocat du prévenu a également confirmé les poursuites initiées contre les occupants. Sauf que, polygame et père de 27 enfants, Cheikh Ahmed Tidiane Ba qui est prison depuis le 5 mars courant, est retourné à nouveau à la citadelle du silence en attendant la date du délibéré prévue demain, mercredi. ■

CHEIKH THIAM

Vous rapprocher de l'essentiel

Famille

Votre famille est essentielle pour vous. Qu'elle soit petite ou grande, loin ou à proximité, ce qui compte pour vous, c'est de rester proche de ceux qui vous sont chers. Nous sommes là pour vous connecter à votre famille.

sonatel

orange

GESTION DES FLUX MIGRATOIRES

L'UE drague le Sénégal, le Mali et le Ghana

S'il y a convergence de vues qu'il faut s'attaquer aux causes profondes de l'émigration illégale, les dirigeants africains et européens sont en désaccord total sur les autres solutions proposées par l'UE telles que la création de centres de rétention.

■ MAME TALLA DIAW

L'Union européenne (UE) revient à la charge pour convaincre les pays africains d'accepter de l'argent et la création de centres de rétention en Afrique en échange d'une collaboration visant, d'une part, à dissuader les jeunes africains à se rendre en Europe et d'autre part, à reprendre ceux dont les demandes d'asile ont été déboutées dans le vieux continent.

Des sources généralement bien informées nous renseignent que le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, a demandé au ministre des Affaires étrangères hollandais, Bert Koenders, d'engager un dialogue sur ces questions de migration avec le Sénégal, le Mali et le Ghana. L'Union européenne reste en effet persuadée que ces trois pays doivent prendre des mesures pour lutter contre le trafic très lucratif des passeurs de clandestins en même temps qu'il faut s'attaquer aux causes profondes des migrations illégales et économiques. La seule voie, selon les Européens, de trouver une solution durable à la crise

actuelle et d'éviter de nouvelles crises à l'avenir. Ce sera l'essentiel du message que va convoier le chef de la Diplomatie hollandaise qui aurait déjà calé, du 14 au 17 avril prochain, les dates de son prochain périple africain, selon nos sources.

S'il y a convergence de vues qu'il faut s'attaquer aux causes profondes de l'émigration illégale, les dirigeants africains et européens sont en désaccord total sur les autres solutions proposées par l'UE. Les Africains considèrent comme dérisoire la somme de deux milliards d'Euros proposée par les Occidentaux pour "soutenir les pays africains dans la gestion de leurs frontières afin d'empêcher des départs de migrants et combattre le trafic". D'autre part, les Africains rejettent en bloc la création de centres de rétention dans des pays du continent caractérisés comme points de départ de vagues d'émigrés vers l'Europe. Il s'y ajoute que le désespoir de la Grèce face aux milliers de



Un policier Italien surveillant des migrants au Port de Lampedusa

migrants entassés dans des centres sur son sol est un argument de poids qui donne une valeur ajoutée au rejet des pays africains. D'ailleurs ces derniers croient que cette trouvaille européenne exhibée comme étant des centres d'information ouverts aux personnes désireuses de se rendre en Europe n'est qu'un moyen d'organiser, plus tard, des renvois forcés en masse vers l'Afrique et d'ériger de nouvelles barrières contre l'émigration africaine.

Au sommet de La Valette tenu à Malte en novembre dernier, le chef de l'Etat sénégalais Macky Sall a proposé des projets qui "stimulent les échanges, favorisent une prospérité partagée et, finalement, concourent à une meilleure maîtrise du flux migratoire". Le ministre hollandais des Affaires étrangères, Bert Koenders, dont le pays préside actuellement le Conseil de l'Union européenne, devra carbrer fort pour convaincre ses interlocuteurs africains. ■

FRONTIÈRE GAMBIE-SÉNÉGAL

Mission ratée de l'Imam Ratib de Banjul

Son pays frappé de plein fouet par les conséquences économiques désastreuses du blocus frontalier imposé par les syndicats de transporteurs sénégalais, le Président gambien Yahya Jammeh a lancé, depuis quelques jours, une opération séduction en direction du Sénégal. Le but est d'obtenir une levée du boycott et du blocus sur la Transgambienne. Seulement, aucune des initiatives de Jammeh n'a jusqu'ici été couronnée de succès.

En procédant à une augmentation des frais de passage de 4000 francs CFA à 400000 francs CFA, Yahya Jammeh comptait une nouvelle fois sur sa stratégie de pourrissement qui finit toujours par diviser l'opinion sénégalaise et oblige les autorités et les transporteurs sénégalais à céder. La stratégie de Yahya Jammeh semble d'abord consister à ne pas jeter de l'huile sur le feu. Le leader gambien, connu pour être prompt à faire usage de ses organes de propagande pour balancer des invectives à l'endroit des plus hautes autorités sénégalaises, n'a pipé mot depuis le début de cette énième crise. Les membres de son cabinet habitués à la diffusion de communiqués condamnant le Sénégal, chaque fois que le feu brûle aux frontières entre les deux pays, sont tout aussi muets.

Il faut souligner que huit jours après le blocus, la vice-présidente gambienne, Adja Isatou Nie Saidy, avait rencontré à Banjul le diplomate sénégalais Paul Badji, désigné tout nouveau patron du Secrétariat permanent sénégal-gambien.

L'autre canal actionné par Yahya Jammeh est celui de médiateurs à la casquette religieuse. C'est ainsi qu'il a dépêché l'Imam Ratib de Banjul, Alhagi Cherno Kah et Pap Demba Jobe, un dignitaire mouride de Banjul auprès des familles Niassènes et Mourides du Sénégal qui comptent beaucoup de disciples en Gambie. Même si le Khalife de Léona Niassène a lancé un appel au dialogue et à l'ouverture des frontières, il va sans dire que la mission de Cherno Kah et Pap Demba Jobe est un échec puisque la situation n'a pas du tout évolué.

A Banjul, on s'étonne d'ailleurs que Jammeh décide de mettre en quarantaine son ministre des Affaires étrangères pour subitement compter sur Touba, Médina Baye et Léona Niassène dans l'espoir de décanter la situation. Une source au ministère gambien des Affaires étrangères rappelle qu'il n'y a pas longtemps, Yahya Jammeh insultait les guides de ces confréries sénégalaises et menaçait leurs disciples en Gambie en leur intimant l'ordre de renier les "Ndigël" (consignes) venus du Sénégal pour se conformer à "l'Islam pratiqué en Gambie". Yahya Jammeh disait alors que tant qu'il resterait au pouvoir, l'Islam de "Ndigël" sous la coupe de guides religieux sénégalais ne serait jamais pratiqué dans son pays. "Comment peut-il demander l'intervention de ceux qu'il a publiquement traités de mauvais musulmans" ? s'interroge l'une de nos sources.

Mais la carte la plus stratégique grillée par Yahya Jammeh est celle de Sheriff Dibba, le leader du syndicat national dissous des transporteurs gambiens, GNTC, mort en détention à Banjul il y a quelques semaines. Connu de ses pairs sénégalais, il était leur interlocuteur privilégié en périodes récurrentes de tensions sur fond de blocus frontalier entre le Sénégal et la Gambie, comme c'est le cas en ce moment. Avec la mort de Sheriff Dibba, Jammeh s'est tiré une balle dans le pied. Aujourd'hui plus que jamais, le leader gambien est seul face à une situation qu'il a unilatéralement provoquée. ■

M. T. DIAW

REJOIGNEZ LA COMPÉTITION !

Gagnez 15 000 euros et un voyage à Paris ! Et des opportunités de stage !

Jeu-concours Ace Manager - Inscriptions sur Facebook BICIS ou bicis.sn

ACE MANAGER 8th
Display and challenge yourself in Universe city !
Registration begins on 1st October 2015 and runs until 13th April 2016 !
bicis.sn



BICIS
GROUPE BNP PARIBAS

The bank
for a changing
world

RÉCEPTION DE LA CENTRALE DE TOBÈNE POWER

La Senelec grossit de 70 mégawatts

La Société financière internationale et le groupe Melec Power Gen ont livré hier la centrale à fioul de Tobène Power, après 14 mois de travaux. L'infrastructure va injecter dans le réseau de la Senelec 70 mégawatts d'énergie. 35 mégawatts supplémentaires sont encore attendus de cette centrale qui va bientôt démarrer sa phase d'extension.



De g. à d., Thierno Alasane Sall, ministre de l'Energie, Sam Souhayer, du groupe Matelec et le Président Macky Sall

■ ALIOU NGAMBY NDIAYE

Enfin la centrale de Tobène Power est fonctionnelle. Malgré les remous notés dans la mise en place du projet, Tobène Power vient d'être livré. Elle apportera 70 mégawatts d'énergie de plus dans le réseau de distribution de la Société nationale d'électricité. Le projet a été réceptionné hier par le président de la République Macky Sall. Tobène Power est construit sur un site de 50 ha dans la commune de Taïba Ndiaye. Elle est une centrale à fioul réalisé sur un modèle de partenariat Construction-production-exploitation avec différents partenaires, notamment le groupe de la Banque mondiale avec sa filiale la Société financière internationale

(SFI) qui détient 10% des actions et Melec Power Gen qui obtient les 90% restantes.

Le coût global de la centrale est de 80 milliards de F CFA. Dans sa phase d'extension, il est prévu 35 mégawatts supplémentaires d'énergie. Ainsi, elle est prévue pour apporter une amélioration à la fourniture d'électricité. Selon le président du groupe Matelec Sam Souhayer, la centrale va couvrir les besoins en électricité de près de 1,5 million de personnes. Par ailleurs, la Senelec qui reste le principal client a signé avec les partenaires un accord d'achat d'électricité sur une durée de 20 ans. L'objectif visé par la Société nationale d'électricité est de développer son mix énergétique à travers

les différentes sources d'énergies notamment le solaire, l'éolienne, l'hydroélectricité. A l'horizon 2030, la Senelec veut 1000 mégawatts d'énergie supplémentaires, a informé le Directeur de la production de la société Thierno Oumar Kane.

Renoncement au charbon

De son côté, le chef de l'Etat Macky Sall est d'avis qu'un pays ne peut pas avoir une ambition d'émergence sans régler l'équation énergétique. La solution la plus simple est donc, selon lui, celle du mix des différentes sources d'énergie déjà proposée par la Senelec. Cependant, le chef de l'Etat a confirmé à Taïba Ndiaye son choix de renoncer aux sources d'énergie telles que le charbon. Toutefois, il précise que les projets qui sont en cours de construction, notamment la centrale à charbon de Sendou, à Bargny seront achevés.

Les différents efforts fournis par la Senelec ont permis, d'après la Directrice Afrique de l'Ouest et du Centre de la SFI, d'améliorer la fourniture d'électricité. Vera Songwé note qu'il y a une amélioration significative parce que "le Sénégal est passé de 10% de coupure en 2011 à moins de 1% aujourd'hui". Toutefois, la Directrice de la SFI pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre note

que parmi les actions qui ont concouru à la bonne santé de la Senelec, il y a notamment la lutte contre la fraude et la mise en place des compteurs prépayés. Mais l'objectif exprimé par le Président Sall est d'arriver à un niveau où la coupure d'électricité sera une exception pour le Sénégal. Déjà, il reconnaît que la Senelec est sur la bonne voie afin d'atteindre cet objectif.

Sur un autre registre, le maire de Taïba Ndiaye, la commune qui abrite la centrale de Tobène Power, a profité de cette cérémonie d'inauguration pour plaider la cause des populations autochtones. Alé Lo souhaite que sa commune puisse tirer profit du projet à travers les patentes qu'elle doit recevoir. À son avis, le Sénégal ne sera émergent que s'il y a une énergie suffisante pour les populations en milieu urbain comme en milieu rural. Pour cela, il plaide pour que les 8 villages environnants de la centrale d'électricité puissent avoir accès à l'électricité. Le président des élus locaux a aussi invité Tobène Power de respecter ses engagements de construction de stade, de poste de santé. L'emploi des jeunes reste aussi une préoccupation dans la commune de Taïba Ndiaye. Et à ce sujet, Alé Lo souhaite que les jeunes des 8 villages environnants soient prioritaires dans les recrutements. ■

AWA MARIE COLL SECK MINISTRE DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE
"L'élimination du paludisme est à porter de main"

Le Sénégal a lancé hier la campagne de distribution de moustiquaires imprégnées dans le pays afin de mieux lutter contre le paludisme dont le taux de prévalence est de 5%.



La campagne de distribution de masse des moustiquaires imprégnées a été lancée hier. Il s'agit à travers cette opération dénommée "un lit une moustiquaire" de lutter contre le paludisme au Sénégal. Selon le ministre de la Santé et de l'Action sociale professeur Awa Marie Coll Seck, le paludisme est l'un des plus redoutables obstacles de l'Afrique. Mais au Sénégal, cette maladie a connu une grande baisse grâce aux engagements communautaires. "Plus de 8 millions de moustiquaires seront distribuées sur l'ensemble du territoire national. Le taux de prévalence est à 5% en 2015 alors qu'il était à 25% en 2012. La mortalité a aussi baissé grâce aux moyens de lutte. L'élimination du paludisme est à porter de main. Mais nous allons redoubler d'effort. Nous devons continuer à nous battre pour qu'on ait un programme pérenne afin d'obtenir nos acquis", a déclaré Prof Seck.

Pour Docteur Mamadou Ngom, le représentant, résident de l'Organisation Mondiale de la Santé (l'OMS), l'on estime que plus de 800 millions de personnes dans 47 pays d'endémie palustre en Afrique sont à risque de paludisme, dont 82% à risque élevé de la maladie. "Dans la région africaine, la proportion des enfants de moins de 5 ans dormant sous moustiquaires imprégnées a augmenté, passant de 2% en 2000 à 68% en 2015. La prévalence de l'infection chez les enfants de 2 à 10 ans a baissé passant de 26% en 2000 à 14% en 2013 soit une baisse relative de 48%". Ces progrès sont le résultat de l'utilisation accrue des services de prévention et de prise en charge efficiente des cas de paludisme", a annoncé Dr Ngom. Et de l'avis de ce dernier, les pays de la Région n'atteindront probablement pas la barre fixée par l'Assemblée mondiale de la Santé pour 2015, qui consiste à réduire de 75% la morbidité et la mortalité liées au paludisme. "Il est possible de prévenir et de contrôler le paludisme par entre autres l'utilisation des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action, la pulvérisation intra domiciliaire d'insecticide à effet rémanent et les traitements préventifs du paludisme chez les femmes enceintes, les enfants de moins de cinq ans et les nourrissons, ainsi que par le dépistage et le traitement de qualité. La majorité des pays exposés n'ont pas encore réussi à assurer la couverture universelle de ces interventions de lutte contre le paludisme", a souligné le représentant de l'OMS. ■

VIVIANE DIATTA

TERRORISME, MIGRATIONS....

Ces facteurs qui peuvent porter ombrage à la lutte contre le sida

Les acteurs sénégalais de la lutte contre le Sida se sont réunis hier afin de trouver une position commune à la réunion de haut niveau sur cette pandémie, prévue du 8 au 10 juin 2016, à New York. Ce, dans le but d'éliminer la maladie qui n'est plus la seule priorité des pays face au terrorisme, aux migrations et autres urgences.

■ VIVIANE DIATTA

La lutte contre le VIH/Sida s'intensifie. Hier, tous les acteurs sénégalais de lutte contre le Sida ont organisé une consultation pour la préparation de la réunion de haut niveau prévue en juin prochain (8-10) à New York. Le but de cette réunion, a dit le secrétaire exécutif du Conseil National de Lutte contre le sida (CNLS), Docteur Safiétou Thiam, est d'établir une feuille de route qui mettrait fin à l'épidémie d'ici 2030. D'où la nécessité, selon elle, d'avoir une solution commune. "Au Sénégal, il y a eu de bons résultats dans la lutte contre le VIH. Les nouvelles infections ont baissé de 50%. Tous ces résultats ont fait que les scientifiques se soient dits qu'il est possible de mettre fin à l'épidémie du sida en 2030", a expliqué Dr. Thiam.



Docteur Safiétou Thiam

Cependant, dit-elle, il y a un écart qui nous sépare de tous ces résultats. "Cet écart, il faut que tout le monde se mobilise pour voir comment le combler. C'est pourquoi nous avons convoqué tous les acteurs de la lutte contre le Sida au Sénégal afin d'avoir une solution commune du Sénégal.

C'est cette position qui va servir de base à la déclaration officielle du Sénégal qui sera portée par nos autorités. C'est un moment de plaidoyer aussi pour nous afin que le sida soit encore dans les priorités nationales, de mobiliser beaucoup de ressources pour le sida, pérenniser les actions

qui ont été faites dans la lutte contre le VIH", a-t-elle soutenu.

Toujours, aux dires de Docteur Safiétou Thiam, il y a de nouveaux enjeux et des priorités qui font ombrage à la lutte contre le VIH. "Je veux parler du terrorisme, des migrations. Parce que les principaux financeurs de la lutte contre le sida financent également ces activités. Je veux parler des climats et des maladies émergentes et d'autres urgences auxquelles le monde doit faire face. Donc le sida n'est plus la seule priorité en matière de santé, d'urgence socio-sanitaire. Nous devons faire aujourd'hui en sorte que le sida reste parmi ces priorités. C'est un premier objectif à atteindre", a-t-elle souligné.

L'autre objectif à atteindre, selon elle, est la mobilisation des partenaires et des ressources pour la lutte. "Ce n'est pas au moment où nous nous approchons des objectifs importants, qu'il faut baisser la garde. Nous devons continuer non seulement à mobiliser les acteurs et les partenaires, mais c'est aussi le moment de faire entendre les populations qui sont prioritaires pour nous. C'est-à-dire les jeunes. Si on parle d'une génération sans sida, la génération est la leur. Nous devons travailler avec eux pour qu'ils nous disent comment faire pour qu'ils soient une génération indemne de sida. Nous voulons aussi que nos autorités portent ce leadership", a plaidé Dr. Safiétou Thiam. ■

horoscope

Bélier
 ☿ **Relationnel** : vous ferez de très belles rencontres et vous serez satisfait de vos échanges avec les autres. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : mardi intéressant qui verra votre esprit d'entreprise particulièrement déçu. ♃ **Bien-être** : gai et pétillant.

Taureau
 ☿ **Relationnel** : aujourd'hui, vous attacherez une certaine importance aux regards que les autres vous portent. ♄ **Quotidien / Boulot / Argent** : encore un jour où rien ne vous échappera. Ainsi, vous maîtriserez tous les aspects de votre activité. ♁ **Bien-être** : vous serez de très bonne humeur.

Gémeaux
 ☼ **Relationnel** : toujours pas d'échanges épanouissants ou harmonieux. Soyez patient, relativisez, les choses reviendront à la normale dans quelques heures. ☹ **Quotidien / Boulot / Argent** : ce ne sera pas le bon jour pour demander de l'aide extérieure ou pour chercher des conseils auprès de vos supérieurs, voire demander une augmentation. 🍷 **Bien-être** : de l'insatisfaction ou une certaine forme de malaise.

Cancer
 ☿ **Relationnel** : vous ne serez pas des plus communicatifs. Pour certains, vous serez sur la défensive. ☺ **Quotidien / Boulot / Argent** : vous aurez peut-être un peu de mal à faire face à une tâche courante ou à une situation. ▼ **Bien-être** : vous avancerez au ralenti.

Lion
 ☼ **Relationnel** : vous pourrez compter sur le soutien de vos amis ou de vos proches. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : excellente journée pour mettre en place des projets sérieux et solides. 🍷 **Bien-être** : vous pourrez compter sur un bel enthousiasme et un bel optimisme. Le moral sera là !

Vierge
 ☿ **Relationnel** : vous manquez de disponibilité. Vous aurez du mal à être à l'écoute ou vous partirez au quart de tour. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : ce sera une journée épuisante, stressante et compliquée. Ainsi, vous devrez être organisé et méticuleux. ♀ **Bien-être** : la fatigue ne vous épargnera pas.

Balance
 ☿ **Relationnel** : vous serez heureux de vos échanges et de vos rencontres avec les autres. ☹ **Quotidien / Boulot / Argent** : excellente journée pour avancer dans un projet ou pour marquer des points dans votre activité. ▼ **Bien-être** : vous serez particulièrement dynamique.

Scorpion
 ♁ **Relationnel** : vous aurez la distance nécessaire pour gérer vos diverses relations. ♄ **Quotidien / Boulot / Argent** : vous ne ferez rien au hasard. Pour certains, ce sera une journée bilan. ♃ **Bien-être** : vous pourrez compter sur une solide résistance.

Sagittaire
 ♈ **Relationnel** : vous aspirez à l'équilibre ainsi qu'à l'harmonie. Malheureusement, ce ne sera pas toujours comme vous le souhaitez. ☸ **Quotidien / Boulot / Argent** : vos supérieurs ou vos collaborateurs ne vous faciliteront pas la tâche. 🦋 **Bien-être** : vous serez vite exaspéré par votre entourage.

Capricorne
 ♄ **Relationnel** : vous aurez plus que jamais besoin de vous sentir épauler dans vos projets par vos proches ou votre partenaire. ☿ **Quotidien / Boulot / Argent** : vous vous efforcerez de faire face à vos obligations du jour et vous y parviendrez. ♋ **Bien-être** : vous vous sentirez en accord avec vous-même.

Verseau
 ♉ **Relationnel** : vous serez fier d'un de vos enfants. Vous vous épanouirez pleinement auprès de votre partenaire ou vous serez amené à faire une chouette rencontre. ☹ **Quotidien / Boulot / Argent** : vous envisagerez de vous lancer dans un investissement. Pour d'autres, vous serez tout simplement plus créatifs. ♣ **Bien-être** : vous aurez une grande maîtrise de vos émotions.

Poissons
 ☼ **Relationnel** : vous vous sentirez étouffé par une relation ou vous aurez bien du mal à vous épanouir en famille. ☿
 ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : encore une journée difficile qui vous demandera patience, organisation et surtout méthode. ♉ **Bien-être** : vous aurez l'impression que tout est contre vous.

SUDOKU N° 1092

4	7	2	
---	---	---	--

		4	7		2		8	
3				1	8		6	5
	2	6				7		
5		9	8			4		7
7				9		5		1
		2	3		7			
6	3			7		8		9
				4	3		5	6
9	4		1					

HEURES DE PRIÈRES

HEURES DE MESSE	HEURES DE PRIERES MUSULMANES
• Cathédrale : 7H	• Fadiar : 06:18
• Martyrs de l'Ouganda : 6H30-18H30	• Tisbar : 14:15
• Saint Joseph : 6h30 - 18h30	• Takussan : 17:00
	• Timis : 19:27
	• Guéwé : 20:27

MOT MÉLÉ EXPRESS N° 694

Chien anglais à poil dur

AFRICAIN	EMIETTE	INSOLENT	PENVERSE
BECHAMEL	EMPRISE	INTESTIN	REUNI
BULÔT	ENRACINE	LIMOGER	REVEILLE
CASANIER	FACTURER	MOQUERIE	RUGIR
COMMUNIE	FAUCE	NOIRATRE	SBIRE
DEFRICHE	GAMME	PERGANTE	SEIGNEUR
DONNEUSE	GASPACHO	PERDREAU	SOLIDITE
DRESSEUR	GITER	PLACE	TITRURE
EQUIVOIRE	ILLUSTRE	PRIMITIF	VARIER
EMANE	INFECTER	RECRUTER	VERBUE

C	N	S	E	I	G	N	E	U	R	A	F	A	C	T	U	R	E	R	V
O	I	R	E	T	U	R	C	E	R	E	M	I	E	T	T	E	R	E	R
M	A	T	N	E	L	O	S	N	I	S	I	P	T	R	E	E	R	A	
M	C	F	R	I	B	S	I	M	O	Q	U	E	R	I	E	H	N	R	
U	N	R	I	T	O	L	U	B	L	V	E	R	C	U	E	M	C	V	
I	N	R	I	P	E	R	D	R	E	L	A	U	R	G	A	S	I	E	
E	A	R	A	N	O	I	R	A	T	U	R	E	S	N	S	R	C	F	
M	R	R	D	T	T	R	I	N	T	O	D	U	E	T	E	P	H	E	
A	C	N	E	C	U	M	O	I	E	R	E	G	I	O	M	I	L	E	
E	C	A	S	E	T	N	I	N	E	R	E	S	E	C	T	E	R	L	
N	I	T	S	E	T	N	I	N	E	R	E	S	E	C	T	E	R	L	

Pour l'Emergence : YES OUI CAN

En perspective du référendum constitutionnel du 20 mars 2016, il est plus qu'opportun, en ma qualité de Ministre de l'économie, des finances et du plan, que je présente la grille de lecture économique adéquate sur le texte qui sera soumis au vote.

C'est la raison pour laquelle, j'ai choisi de diffuser plusieurs tribunes intitulées «Chronique d'un référendum pour l'émergence», tout au long de cette semaine qui nous mènera au dimanche 20 mars 2016. Elle analyse des faits et une trajectoire économiques, attestés par des documents officiels de référence tels que les lois de finances, les documents de politique économique et les rapports d'institutions financières internationales.

Cette tribune fournira à l'opinion publique les éléments objectifs de l'action économique de Son Excellence le Président Macky SALL qui justifient la tenue de ce référendum et la nécessité d'une victoire du «oui», afin qu'il puisse parachever sa grande ambition pour le Sénégal. C'est la justification de la reprise du fameux slogan qui a fait le succès du Président Barack OBAMA «yes we can». Parce qu'il y a cru, il est devenu le 1er Président noir des Etats-Unis d'Amérique. Parce qu'il y croit et y travaille, le Président Macky SALL nous mènera à l'émergence.

Consolidation des institutions pour l'émergence

L'Emergence transcende les régimes politiques et les générations de citoyens, c'est la raison pour laquelle l'horizon fixé au PSE est l'année 2035. Il faut rappeler que cette politique économique de référence initiée par le Président Macky SALL, qui en a fixé les orientations stratégiques majeures, s'est enrichie de l'apport de l'ensemble des couches écono-

miques, sociales et politiques de notre pays. Ce consensus autour de l'enjeu essentiel de l'heure qui est la mobilisation du potentiel et du «génie créateur» de la nation, afin de mener le Sénégal à l'émergence, a été couronné de succès au Groupe consultatif du Sénégal avec les bailleurs de fonds à Paris le 24 février 2014.

C'est pourquoi, il nous faut des institutions solides qui transcendent les régimes et les générations. C'est toute la philosophie du PSE. Cette Grande Réforme, la dernière des réformes, nous permettra de stabiliser nos institutions pour l'horizon temporel du Plan Sénégal Emergent. En agissant ainsi Macky Sall en homme d'Etat ne pense pas aux prochaines élections, mais aux prochaines générations.

Stabilité institutionnelle, trajectoire des pays émergents exemplaires

Une longue stabilité institutionnelle est le dénominateur commun de tous les pays émergents, qu'ils soient des dictatures ou des démocraties. Dans tous les pays émergents, de Singapour à l'Ile Maurice en passant par l'Inde ou la Corée, nous constatons un consensus politique fort sur les institutions. L'histoire de ces pays montre que la croissance a des affinités aussi bien avec les dictatures que les démocraties.

Le premier prérequis de l'Emergence est cette stabilité institutionnelle qui a permis à Singapour de quitter le tiers monde pour le premier monde. Cette stabilité institutionnelle a permis à l'Inde de maintenir le cap sur l'Emergence malgré les alternances démocratiques. Cette sta-



bilité institutionnelle a permis à la Chine de passer du péril jaune, à la deuxième économie du monde.

Quel lien entre la stabilité institutionnelle, le référendum et l'émergence

Dans son discours au Groupe consultatif pour le Sénégal, le Président Macky SALL avait déclaré : «Le Sénégal émergent sera la valeur ajoutée du label de notre démocratie. Notre pays est déjà une grande démocratie. Mon ambition est d'en faire une grande démocratie économique.»

Le texte qui sera soumis au référendum de ce dimanche 20 mars 2016 comporte 15 points. Parmi ceux-ci, 9 points ont un lien direct avec la nécessité de stabilisation et de consolidation de nos institutions démocratiques. Il s'agit des points suivants :

- **Point 1 :** la modernisation du rôle des partis politiques dans le système démocratique
- **Point 2 :** la participation des can-

didats indépendants à tous les types d'élection

- **Point 6 :** la restauration du quinquennat pour le mandat présidentiel
- **Point 7 :** le renforcement des droits de l'opposition et de son chef
- **Point 10 :** la soumission au Conseil constitutionnel des lois organiques pour contrôle de constitutionnalité avant leur promulgation
- **Point 11 :** l'augmentation du nombre des membres du Conseil constitutionnel de 5 à 7
- **Point 12 :** la proposition par le Président de l'Assemblée nationale de 2 des 7 membres du Conseil constitutionnel
- **Point 13 :** l'élargissement des compétences du Conseil constitutionnel pour donner des avis et connaître des exceptions d'inconstitutionnalité soulevées devant la Cour d'Appel
- **Point 15 :** l'intangibilité des dispositions relatives au mode d'élection, à la durée et au nombre de mandats consécutifs du Président de la République

Stabilité institutionnelle pour la croissance et l'investissement

Le Président Macky Sall avec cette grande réforme offre au Sénégal une stabilité institutionnelle renforcée. Au-delà de cette stabilité institutionnelle, le Président Macky Sall sacralise l'Etat de Droit qui est un autre prérequis de l'Emergence. **L'Emergence est consubstantiel à la sécurité juridique et judiciaire et à l'indépendance de la justice.** Peut-on parler de sécurité juridique et judiciaire ou d'indépendance de la justice dans un pays où le Président est au-dessus des lois ? Un pays où le Président est dessus

des lois, n'attire que des aventuriers, alors qu'un pays où il y a le règne impersonnel de la loi attire les investisseurs.

La décision du Président de la République de se soumettre à l'avis du Conseil Constitutionnel a été favorablement accueillie par les milieux économiques et financiers régionaux et internationaux. Pour employer un langage boursier, depuis, **notre cote ne cesse de grimper auprès des investisseurs, suivant ainsi la trajectoire de notre croissance économique.** Le Sénégal a enregistré un taux de croissance de 6,5% en 2015. Ce taux est la meilleure performance économique de notre pays enregistrée ces 12 dernières années.

La stabilité institutionnelle que nous avons depuis quatre ans dans notre gouvernance économique a créé les conditions favorables à notre croissance. « Un bon croquis vaut mieux qu'un long discours » disait Napoléon. En Economie, les chiffres valent mieux qu'un long discours. On dit communément que la politique est une aristocratie d'orateurs. Comme nous sommes en économie **laissons parler les chiffres. Ces chiffres militent en faveur du OUI.** Un Oui naturel parce qu'étant un OUI de bon sens.

Le développement est la mobilisation des énergies individuelles vers un projet collectif. « Oui » le 20 mars pour que le Président puisse mobiliser toutes les énergies individuelles vers l'Emergence qui est notre nouvelle terre promise après qu'on a atteint celle de la démocratie. La démocratie est le moyen, mais l'émergence doit être la finalité. L'Emergence, notre plus grand projet collectif depuis des décennies vaut bien un OUI.

Pour l'Emergence économique, votons Oui. **Pour l'Emergence YES OUI CAN. ■**

PAR AMADOU BA
Ministre de l'économie,
des finances et du plan

AFRIQUE / MONDE

CÔTE D'IVOIRE

Réunion au sommet après l'attaque de Grand-Bassam

La Côte d'Ivoire est toujours sous le choc, après l'attaque, dimanche 13 mars, survenue dans la station balnéaire de Grand-Bassam, qui a fait au moins 18 morts et plusieurs dizaines de blessés, selon le dernier bilan officiel. L'attaque a été revendiquée par al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Les autorités ont annoncé une série de mesures pour renforcer la sécurité sur l'ensemble du territoire après la réunion, ce lundi 14 mars à Abidjan, du Conseil national de sécurité suivie d'un Conseil des ministres extraordinaire.

A l'issue de ces réunions d'urgence, le ministre de l'Intérieur s'est exprimé pour annoncer certaines mesures nationales sur le renforcement de la sécurité. C'est sur le perron du palais présidentiel, entouré de tout le gouvernement, que le patron de la Sécurité intérieure, Hamed Bakayoko, a lu un communiqué au sortir du Conseil des ministres extraordinaire. Aux côtés du chef de la police ivoirienne, se trouvait le président Alassane Ouattara, silencieux et la mine grave, de circonstance.

Le ministre Bakayoko a annoncé un nouveau bilan faisant état de 18 victimes au total, dont 15 civils et 3 forces spéciales. L'un des militaires qui a donné l'assaut, dimanche après-midi, contre les jihadistes est en effet décédé, cette nuit, des suites de ses blessures.

Nouveau bilan également concernant le nombre de terroristes abattus. Ils sont trois à avoir été tués et non plus six, comme annoncé dimanche soir. Il s'agirait d'une erreur d'appréciation, semble-



Alassane Ouattara, Président de la Côte d'Ivoire

t-il, liée à la confusion qui régnait à Grand-Bassam.

«Hier évidemment, sur le théâtre des opérations, dans le feu de l'action, un certain nombre d'informations ont été données mais après, nous avons fait des recoupements et regardé exactement les personnes décédées et identifiées à la morgue. C'est sur cette base-là que nous donnons

le chiffre exact. Il y a trois terroristes qui ont été tués dont les corps sont à la morgue», a affirmé le ministre de l'Intérieur.

Annonce également concernant le plan national de lutte anti-terroriste qui est passé au niveau d'alerte rouge. Ainsi, les lieux dits sensibles comme les écoles, les hôtels, les ambassades ou les grands commerces vont voir aussi leur sécurité renforcée. Trois jours de deuil national ont par ailleurs été décrétés à compter de ce lundi.

Ouattara veut rassurer les Ivoiriens

Le président Ouattara s'est adressé ce lundi soir à la nation par le biais d'un message lu à la télévision nationale. «La Côte d'Ivoire ne se laissera pas intimider par des terroristes», a affirmé lundi le président ivoirien. «Nous ne permettrons pas que des terroristes freinent notre marche vers l'émergence» économique, a poursuivi M. Ouattara dans une déclaration radiotélévisée, soulignant que le pays aller «continuer» sa «collaboration»

avec ses partenaires régionaux, continentaux et internationaux «afin de renforcer (la) coopération pour combattre ces terroristes».

Au niveau national, le président ivoirien a annoncé le renforcement de la sécurité dans tout le pays, notamment sur la côte et aux frontières. « Nous mettons tout en œuvre afin d'assurer la sécurité de tous les Ivoiriens et de tous ceux qui vivent sur notre territoire », a-t-il assuré, demandant «à toutes et à tous de ne pas céder à la peur». «Nos forces contrôlent la situation et la sécurité est assurée sur toute l'étendue du territoire national», a promis le président ivoirien.

La classe politique et l'ensemble des responsables religieux du pays ont unanimement condamné l'attaque de dimanche. Le président Alassane Ouattara a reçu le premier responsable du Front populaire ivoirien (FPI), parti d'opposition, pendant une trentaine de minutes pour évoquer le drame. Pascal Affi N'Guessan en avait fait la demande. Il s'était préalablement

rendu sur les lieux du drame. Pascal Affi N'Guessan a manifesté son entière solidarité envers le gouvernement dans la lutte contre le terrorisme.

«C'est la première fois que la Côte d'Ivoire subit une telle agression. C'est le pays qui est attaqué. Ce sont des Ivoiriens, des amis de la Côte d'Ivoire qui ont été massacrés. C'était important qu'en tant que premier responsable du Front populaire ivoirien, j'apporte ma solidarité et de la compassion aux familles de toutes les victimes mais aussi que nous manifestations, au gouvernement notre disponibilité pour engager, ensemble, la lutte contre cette menace terroriste et que, par cette rencontre avec le chef de l'Etat, nous puissions dire à la face du monde que le peuple de Côte d'Ivoire reste mobilisé et debout pour faire face à toute sorte d'agression», a-t-il déclaré à RFI avant d'ajouter que le FPI témoigne son appui au gouvernement «dans toutes les initiatives qu'il compte prendre pour assurer la sécurité des personnes et la sécurité des institutions de la République», a tenu à souligner Pascal Affi N'Guessan.

Ce mardi, le président recevra, dans la matinée, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault et le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve qui iront spécialement à Abidjan. Une visite d'autant plus importante que l'on sait désormais que le bilan s'est alourdi, côté français, avec quatre décès. ■

(RFI.FR)

LUTTE - BOY NIANG 2, APRÈS SA VICTOIRE SUR GARGA MBOSSE

“Je suis à l’université”

Pikine savoure toujours sa brillante victoire sur les Parcelles Assainies. Au lendemain de son succès sur Garga Mbossé, Boy Niang 2 a dit avoir réussi son examen pour les Vip. Entretien. . .

■ PAR ASSY GAYE

Quel sentiment vous anime au lendemain de votre victoire sur Garga Mbossé ?

Avant tout, je rends grâce à Dieu, le Tout-Puissant. Je remercie mes parents, proches et amis pour le soutien. Je remercie aussi tout le Sénégal. Un succès rend toujours heureux et c'est ce sentiment qui m'anime. Ce n'était pas facile mais j'ai réussi. Je n'ai que la lutte donc je vais encore redoubler d'efforts pour des lendemains meilleurs. Je suis encore jeune.

Dans le déroulement du combat, vous étiez très attentif. Est-ce un conseil reçu ?

Le combat nécessitait que je fasse des calculs. Ce n'était pas facile du tout. Chacun voulait gagner, raison pour laquelle personne ne voulait saboter son combat. L'erreur était interdite. L'arbitre nous a même avertis deux fois pour passivité. En imposant cette stratégie, je voulais que Garga fasse une erreur. Il a lancé un coup pour essayer de m'atteindre mais j'avais déjà l'action-réplique. Aux entraînements, je m'y efforçais, je m'étais préparé à tout : bagarre ou lutte. Quand il a lancé son coup droit, j'ai riposté de la manière.

Il vous traitait d'incapable, pensez-vous l'avoir corrigé ?

Je l'ai bien corrigé avant de la battre. Je lui ai montré que je n'étais pas



son égal. On ne boxe pas dans la même catégorie. Il disait que j'étais un ancien lutteur mais mon coup de poing l'a fait perdre. Je suis un fils de lutteur (De Gaulle), j'ai la lutte dans le sang. On peut dire tout sur moi mais quand le coup de sifflet retentit, je sais quoi faire pour gagner. C'est le plus important. Garga Mbossé, dans sa communication, a voulu m'atteindre et je le comprends. C'est de la bataille psychologique. Mais qu'il essaie de respecter un peu plus ses adversaires. Certes, il a fait ses preuves mais je pouvais décliner l'offre du promoteur en refusant le combat. J'ai battu Baye Mandione mais j'ai accepté le combat pour lui clouer le bec avec ses défis incessants d'une part et d'autre par pour prendre ma revanche sur son frère qui m'avait battu. Maintenant, je suis quitte avec eux. C'est 1/1, égalité partout.

Vous aviez fait montre d'une confiance sans égal avant le combat...

Je suis un jeune lutteur et je n'ai vraiment peur de rien. Le combat était un grand événement et il fallait du grand et du solide pour satisfaire les amateurs qui avaient effectué le déplacement. J'ai fait du show, et je crois avoir réussi. Le poids de mon adversaire ne m'a jamais ébranlé. Je me suis comporté comme s'il se devait pour faire de la journée une journée festive.

Peut-on dire que Boy Niang 2 est le poison des poids lourds après ses succès sur Sa Cador, Baye Mandione et Garga Mbossé...

Effectivement ! Je confirme cela. Je n'ai pas de difficultés devant eux, je m'en sors plutôt bien. Battre Sa Cador, Baye

Mandione et Garga signifie que j'ai assez prouvé dans la lutte. C'est pourquoi je dis qu'il n'existe pas de Vip dans l'arène. Cette appellation doit cesser.

Après cette victoire, vous avez certainement en tête d'autres poids lourds...

Je n'ai cité aucun nom. Que ça soit clair ! Il faut qu'on arrête de catégoriser les lutteurs en parlant de Vip et de ténors ou encore d'espoirs. Nous qu'on appelle jeunes lutteurs, nous avons fait nos preuves. J'ai battu Baye Mandione qui s'est frotté à Modou Lo et Papa Sow. Dimanche dernier, les analystes disaient que je faisais un examen de passage. Puisque je l'ai réussi haut la main en décrochant le diplôme du baccalauréat, il est temps que j'entre à l'université. C'est mon désir.

Qui sont ces lutteurs ?

Je n'avancerai aucun nom. Vous connaissez tous les Vip de l'arène et désormais j'en fais partie.

Votre papa veut vous voir lutter avec Balla Gaye 2...

Je suis un Vip. Donc forcément dans la cour des grands. Mon père est bien placé pour citer mes potentiels adversaires. J'ai signé un succès qui m'a orienté vers les Vip, j'attends sagement.

Et pourquoi pas Papa Sow, Lac 2 ou Gouy Gui... ?

Je ne cible personne. Je suis prêt à en découdre avec le lutteur proposé et accepté par mon staff. Mais j'ai assez lutté avec les élèves des Cem, c'est l'heure de croiser les étudiants. J'ai eu mon Bac quand même. Je veux me frotter à un Vip.

DE GAULLE (PÈRE DE BOY NIANG 2)

“Prêt pour Balla Gaye 2”

Si le fils ne veut pas citer d'adversaire, le père, lui, a quelqu'un dans le viseur. Après la victoire éclatante de son fils sur Garga Mbossé, De Gaulle voit déjà son rejeton dans la cour des grands. Le succès signé devant le Parcellois l'a ragailardi à tel point qu'il n'a d'yeux que pour le seul tombeur de Yékini. “Nous sommes prêts pour affronter Balla Gaye 2. Prêts aussi pour les autres lutteurs du même calibre. Et c'est sûr que les amateurs vont s'en réjouir. Des promoteurs m'ont contacté pour un combat mais nous attendons des offres concrètes. Lutter contre Balla Gaye 2 n'est pas tôt. Robert m'avait une fois dit qu'un lutteur qui pèse 70 kg peut terrasser n'importe qui. Boy Niang 2 pèse plus de 100 kg, il est pétri de talents”, adoube l'ancienne gloire de Pikine. ■

Le promoteur Aziz Ndiaye a donné une avance à Lac Rose pour un combat. Serez-vous prêt à l'affronter, ou Mousa Ndoye ?

Vous vous moquez de moi ! On sait les adversaires potentiels que je dois affronter. S'il vous plaît, ne mentionnez pas son nom avant que l'on croit qu'il fait partie de mes cibles. Ne me parlez même pas de lui. C'est le même cas pour Moussa Ndoye. Mes dernières victimes ne vont jamais accepter de le croiser. On n'a pas le même palmarès. Je veux des ténors encore une fois. J'en ai fin avec la maternelle, le collège et le lycée. Je suis à l'université. ■

REVUE TOUT TERRAIN

SOUTHAMPTON

Appel contre le rouge de Sadio Mané

Southampton a annoncé ce lundi sur les réseaux sociaux avoir fait appel du carton rouge reçu par Sadio Mané, son milieu de terrain offensif, ce samedi contre Stoke City (2-1) à l'occasion de la 30e journée de Premier League. Pour l'entraîneur des Saints, Ronald Koeman, son joueur n'a pas commis de faute sur Erik Pieters, le défenseur des Potters, lors de leur duel aérien dans les derniers instants du match, à l'issue duquel Mané a reçu un carton rouge direct. “Ce carton rouge est une énorme erreur de l'arbitre ou peut-être du quatrième arbitre ou du juge de touche”, a déclaré le technicien hollandais.

FIFA

Trois Sud-Africains suspendus

Trois membres de la fédération sud-africaine de football (SAFA) ont été suspendus en raison de leur implication dans un scandale de matches truqués en 2010, a annoncé la FIFA ce lundi. Leslie Sedibe a été suspendus cinq ans et condamné à 20 000 dollars d'amende par le comité d'éthique de la FIFA. Steve Goddard et Adeel Carelse, qui dirigeaient la section arbitrage de la fédération, ont, eux, écoupé de deux ans de suspension. En octobre dernier, Lindile Kika, un ancien responsable de la SAFA, avait été suspendu six ans. La FIFA avait établi que plusieurs matches de prépa-

ration avant le Mondial 2010 en Afrique du Sud avaient fait l'objet de manipulations dans le cadre d'une fraude aux paris.

FOOT

Boufal a choisi le Maroc

Sofiane Boufal (22 ans) le milieu de terrain de Lille, a fait son choix. Il portera le maillot du Maroc. C'est en tout cas ce qu'annonce la Fédération marocaine qui assure que le joueur a opté pour les Lions de l'Atlas. Auteur d'un but somptueux samedi contre Bastia (2-1) en Ligue 1, Boufal pourrait donc faire ses débuts avec la sélection marocaine dès la semaine prochaine, face au Cap Vert, en éliminatoires de la CAN 2017.

EDF

Benzema, Kanner contre son retour

Par le biais du Premier ministre Manuel Valls ou encore du président de la République François Hollande, l'Etat français s'est déjà exprimé contre le retour en équipe de France de Karim Benzema (28 ans, 27 buts en 81 sélections), suspendu jusqu'à nouvel ordre après sa mise en examen dans l'affaire de la sextape de Mathieu Valbuena. Au micro de RTL, le ministre des Sports, Patrick Kanner, a signalé son désaccord par rapport aux récents propos du sélectionneur Didier Deschamps. “Je pense que lorsqu'on signe la charte de déontologie pour être membre de l'équipe de France on doit la respecter, et je pense qu'aujourd'hui les conditions ne sont pas réunies en la matière pour M. Benzema. (...) Le sélec-

tionneur veut s'attacher les services des meilleurs joueurs français, c'est sa position”, a tout de même nuancé l'homme politique. Pour le moment, malgré la levée partielle de son contrôle judiciaire, Benzema reste suspendu par la FFF.

PSG

Marquinhos déjà d'accord avec le Barça ?

Alors qu'une grosse offre du FC Barcelone pour le défenseur central du Paris Saint-Germain Marquinhos (21 ans, 21 matchs en L1 cette saison) a été évoquée samedi, le quotidien Marca annonce ce lundi un accord entre le Brésilien et les Blaugrana ! En effet, l'international auriverde aurait validé un contrat avec un salaire annuel de 4,5 millions d'euros. Même si Marquinhos a indiqué récemment qu'il allait faire le point sur son avenir cet été, le PSG ne devrait pas laisser filer son jeune talent sans broncher. Surtout que financièrement, les dirigeants qataris ont largement les moyens de convaincre l'élément sous contrat jusqu'en juin 2019 de rester. Par contre sportivement, l'ancien joueur de l'AS Roma semble déterminé à obtenir une place de titulaire, à Paris ou ailleurs...

BORDEAUX

Sagnol débarqué, Ulrich Ramé le remplace

Comme l'ont annoncé Infosport + et Sud Ouest, les Girondins de Bordeaux ont décidé lundi en fin d'après-midi de mettre un terme au contrat de Willy

Sagnol, qui était normalement lié au club jusqu'en juin 2017. “Cette décision commune, avec effet immédiat, se justifie par la situation sportive préoccupante” indiquent les Girondins dans un communiqué. Alors que la pression sur les épaules de Sagnol devenait de plus en plus forte à l'approche de la réception de Bastia, dimanche prochain, les dirigeants bordelais ont donc décidé de prendre les devants et licencier un entraîneur en cours de saison, une rareté en Gironde, puisque l'ancien sélectionneur des Espoirs avait encore répété ce week-end son refus de démissionner. Bordeaux ne compte que cinq points d'avance sur le premier relégable et reste sur une lourde défaite à Toulouse (0-4), samedi dernier. L'équipe sera dirigée dès mardi matin par l'ancien gardien bordelais Ulrich Ramé, actuel responsable “de la performance du centre de formation”, assisté d'Eric Bedouet, actuel préparateur physique, de Franck Mantaux, Pierre Espanol et de Matthieu Chalmé.

BARÇA

D. Alves veut jouer en Premier League

Prolongé l'été dernier jusqu'en juin 2017, le latéral droit du FC Barcelone Daniel Alves (32 ans, 21 matchs en Liga cette saison) a envie de découvrir un autre championnat européen avant la fin de sa carrière. En effet, lors d'un entretien accordé au quotidien The Guardian, le Brésilien a clairement affiché son amour pour la Premier League. “J'ai toujours dit que jouer en Angleterre était sur ma liste d'attente. Je ne sais pas quand mais j'aime-

rais jouer en Angleterre, vivre en vrai ce que je vois dans mon canapé. La façon dont les gens vivent le football là-bas, c'est incroyable”, a estimé le défenseur. En Espagne depuis 14 ans, Alves ne serait donc pas contre un challenge en Angleterre. L'an dernier, Manchester United était notamment intéressé par ses services...

LIGUE DES CHAMPIONS
8^{ES} DE FINALE RETOUR

Juventus sans Chiellini ni Mandzukic face au Bayern Munich ?

Touché à un mollet, Giorgio Chiellini devait revenir pour le 8e de finale retour de C1 sur le terrain du Bayern Munich. Mais le défenseur de la Juventus ne s'est pas entraîné dimanche ni lundi et il ne sera sûrement pas dans le groupe de la Vieille Dame. Cette dernière pourrait aussi être privée de Mario Mandzukic. L'attaquant souffre d'une fatigue musculaire aux adducteurs.

Résultats

Real Madrid - As Rome 2-0 (aller 2-0)
Wolfsburg - La Gantoise 1-0 (aller 3-2)
Zenit - Benfica 1-2 (aller 0-1)
Chelsea - PSG 1-2 (aller 1-2)

Aujourd'hui (19h45)

Man. City - Dynamo Kiev (aller 3-1)
Atlético Madrid - PSV (aller 0-0)

Demain

FC Barcelone - Arsenal (aller 2-0)
Bayern - Juventus (aller 2-2)

LIGUE 1 - 14^e JOURNÉE (FIN)

Us Gorée et Casa Sport se neutralisent

L'Us Gorée a été tenue en échec par le Casa Sport (0-0) dans le dernier match de la 14^e journée de la Ligue 1 joué hier au stade Demba Diop. Ce nul n'arrange personne dans leur objectif respectif.

— LOUIS GEORGES DIATTA

Le dernier match de la 14^e journée de la Ligue 1 opposant l'Us Gorée au Casa Sport n'a pas connu de vainqueur. Les deux équipes ont fait match nul (0-0), hier, au stade Demba Diop. Grâce à ce point du nul, les Insulaires remontent d'un rang et se classent 11^e avec 17 points. Le club de Ziguinchor, quant à lui, compte 18 points et se hisse à la 5^e place.

Ce match ne restera pas dans les annales. En plus d'un niveau technique moyen, le duel a été haché par l'arbitre Ndob Seck qui a trop sifflé. La première mi-temps a été plus ou moins fermée. Les deux formations ont eu du mal à se créer des occasions de buts franches. De part et d'autre, les joueurs ont essayé de contrôler le jeu. Ce sont les Goréens qui ont eu la meilleure situation de but à la 39^e minute de jeu. Malheureusement, le lob tenté par Rémi Bocandé a échoué sur le poteau gauche des camps gardés par Ibrahima Seydi.

En seconde période, les Ziguinchorois ont pris le jeu à leur compte. Mais ça manquait d'efficacité devant. Les joueurs de Demba Ramata Ndiaye ont peiné à percer le dernier rideau défensif mis en place par Aly Male. Le coach du Casa a été obligé de procéder à deux changements en attaque à la 63^e avec les



entrées d'Aliou Badji et Benoît Junior Sagna, respectivement à la place de Bassirou Bodian et Ibrahima Coly. Ces deux joueurs ont apporté du sang neuf devant, mais Faustin Diatta n'arriva pas à cadrer son tir suite à une passe à l'entrée de la surface de réparation par Chérif Salif Sané A la 67^e.

De leur côté, les Bleu-blanc de Gorée ont essayé de procéder par des contres sans trouver la faille. Les visiteurs ont eu dans les ultimes secondes de la partie une occasion pour ouvrir la marque. Mais le nouvel entrant, Fara Mendy (86^e à la place de Chérif Sané), a manqué sa passe alors qu'il avait des coéquipiers bien démarqués dans la surface.

L'As Douanes est toujours leader de la Ligue 1 avec 22 points. Elle est suivie du Stade Mbour qui compte

21 pts (+3), à égalité de points avec Ndiambour (3^e, +2). Mbour Petite Côte vient à la 4^e place avec le même nombre de points (18) que le Casa Sport (5^e), Olympique de Ngor (6^e), Us Ouakam (7^e), Niary Tally (8^e) et Suneor (9^e). Guédiawaye FC (10^e), Us Gorée (11^e) et Jaraaf de Dakar (12^e) comptent chacun 17 points. Diambars (13^e, 15 pts) et Linguère (14^e, 15 pts) sont les relégables. ■

Résultats

Suneor - Guédiawaye FC 3-1
Diambars - Us Ouakam 0-0
Jaraaf - Linguère 1-1
Niary Tally - Mbour PC 1-0
Ndiambour - As Douanes 1-1
Stade de Mbour - Ol. de Ngor 3-1
Us Gorée - Casa Sport 0-0

FOOT - DEMBA RAMATA NDIAYE (COACH DU CASA SPORT)

“Ce que je conseille à Chérif Salif Sané...”

L'entraîneur du Casa Sport, Demba Ramata Ndiaye, invite son poulain Chérif Salif Sané à aller “apprendre” plutôt que de chercher à “concurrencer” ses futurs coéquipiers en sélection.



— OUMAR BAYO BA

Chérif Salif Sané sera l'un des futurs bleus de la Tanière. Le milieu offensif du Casa Sport est convoqué pour la première fois en équipe nationale par Aliou Cissé. C'est pour la double confrontation contre le

Niger (prévue les 26 et 29 mars 2016), comptant pour les 3^e et 4^e journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (Can) 2017. “La sélection de Chérif Salif Sané est une bonne chose. L'intégration de la Tanière dépend toujours de la volonté du sélectionneur. Chaque entraîneur a

son profil de joueur. Pour le cas de Salif, c'est après sa prestation en match amical contre le Mexique qu'Aliou Cissé a décidé de l'appeler. Il a montré des qualités dans cette rencontre”, juge-t-il.

Et comme un papa, celui qu'on surnomme “Ramos” est en train d'œuvrer pour aider son protégé à mieux intégrer la sélection. Le technicien l'invite ainsi à être attentif. “Je lui ai dit que cette convocation constitue son baptême du feu. Pour réussir cette étape, il doit essayer d'apprendre et non de concurrencer ses prédécesseurs”, incite-t-il. “Le football, c'est un langage, un moyen de communication universel et il a maîtrisé les règles de cette discipline”, poursuit l'ancien entraîneur de la sélection locale du Sénégal.

Pour le coach de l'équipe ziguinchoroise, le milieu de terrain du Casa Sport ne peut pas rivaliser actuellement avec ses devanciers en équipe nationale. “Le haut niveau exige 90 rencontres de 90 minutes alors qu'il vient de faire 15 matches. Il n'a pas joué assez, la saison dernière. Donc sur le plan international, il lui reste encore (beaucoup)”, a-t-il observé, hier, à la fin du nul (0-0) entre l'Us Gorée et le Casa Sport. C'était en clôture de la 14^e journée de Ligue 1, au stade Demba Diop de Dakar. ■

TRANSVERSALE

La Chronique d'Abdallah Dial Ndiaye

Que foot-on à Diambars ?

Le football est un art singulier, insaisissable qui tire son charme légendaire dans sa capacité insondable à se soustraire aux lois de la science exacte. Et sa lubie actuelle à noyer les Diambars de Saly dans les profondeurs du classement de la Ligue 1 sénégalaise s'offre comme une énième ode à sa glorieuse incertitude. Avec, en sous-texte, un brûlant message d'humilité pour quelques “penseurs de bazar” ou “marchands de sable” qui avaient foi au centre de formation de Saly comme d'un vivier intarissable qui devait irriguer par son flot de talents une Equipe nationale du Sénégal enfin triomphante.

C'est touchant de regarder les Diambars lambiner par ce sale temps, comme étreints par un cruel mélange d'indécision, d'angoisse et de vertige propre à des gamins footballistiquement égarés qui, à peine entrés sur le terrain, promènent le sentiment croissant d'avoir trahi les serments d'avant. Ceux des grandes promesses, quand les “Académiciens” étaient louangés comme les nouveaux élus du jeu.

Il était loin l'époque où Diambars se vouait à jouer au plaisir sur une autre planète footballistique, dans une dimension cosmique tournant toujours autour du même astre : le beau jeu, collectif et emballant. Une autre époque. Qu'il semble loin le temps où la chronique médiatique survenait la patte gauche et la science du jeu du récupérateur-régisseur Salim Ndao dont la vitesse et la vivacité de scaphandrier semblent rédhitoires pour espérer, un jour, prospérer au plus haut niveau. Qu'ils semblent desséchés les lauriers tressés aux virevoltants Arfang Daffé et Souleymane Cissé, dont les arabesques portées par leur physique rachitique ont fini par buter inexorablement sur la rudesse et l'âpreté des combats présents. Avant, un succès de Diambars était un plaisir, aujourd'hui, c'est juste un soulagement. Cruel présent qui questionne (ou)vertement les vertus compétitives du footballeur “siglé Diambars” longtemps vanté par son Président.

Saer Seck a un “truc” à lui, un je-ne-sais-quoi qui s'apparente à du génie : il ne lui faut que quelques battements de cils pour installer une sorte de concorde entre ce qu'il consent à dire et l'écho de ses propos auprès de ses interlocuteurs, comme si ces derniers prenaient subitement conscience que ce qu'ils considéraient comme un problème (ou une bonne question) n'en était pas un à l'échelle où l'homme-lige de Diambars se place. Mais la magie de cet insubmersible charmeur a comme connu le coup de la panne. Sa fabrique de talents, avec. L'observer chiner ici ou là quelques

“pièces rapportées” pour tenter de rafistoler une compétence d'équipe à “ses” Diambars désincarnés se révèle presque comme un aveu d'impuissance. Et l'heure semble promise aux questionnements existentiels d'une œuvre ambitieuse qui a mal en ses perspectives.

A force de promener l'encensoir dans les coursives de l'écrin de Saly, les Diambars ont fini par s'étouffer de trop de certitudes posées sur un frêle esquif, à la merci du moindre vent contraire. Car le ballon se laisse rarement dompter par la vanité ou la suffisance. Où est la gloire quand son enfant-prodiges est de la généalogie des “bourrins”. Qu'est Idrissa Gana Guèye sinon un coureur à pied ? Un obscur “mouilleur de maillot”, un besogneux qui goûte faire le molosse, à passer ses après-midi anglais à happer les mollets des artistes d'en face quand l'époque voudrait que son poste soit le centre de modulation de la régie de jeu. Où est la gloire quand, après dix ans d'existence, la couveuse de talents semble incapable de laisser éclore un talent offensif au plus haut niveau (1) ?

Dans sa quête vitale de second souffle, Diambars devrait ouvrir ses arcanes à une introspection salutaire afin de ne pas s'embourber dans une sorte d'usure technique et mentale, s'interroger en famille sur sa mystique de formation et la compétence de ses cadres techniques. Le savoir-devenir de l'Institut passe par sa capacité à se poser les bonnes questions : Comment optimiser sa qualité de détection de talents ? Faut-il repenser la formation technique ? Doit-on rehausser et/ou renouveler la compétence des formateurs ? Quelles améliorations apporter à l'entraînement visible (athlétisation) et invisible (nutrition et soins au sens large) ? Comment inculquer un mental de compétiteur ? Etc.

Il est d'une rare évidence que le football d'exportation de talents n'est jamais un football gagnant (dans la durée, s'entend), mais le matin où Diambars serait d'accord avec une époque qui réclame un footballeur-athlète, quelques-unes de ses pépites sublimeront les écrans des plus grands clubs du monde.

Plus de dix ans après son érection, Diambars se résume philosophiquement en une sorte de promesse permanente. On se dit toujours que ça va le faire, que ça va arriver, mais jusque-là ses suiveurs, à défaut d'être paumés, ont les mains délestées des folles espérances de l'aube. ■

1. Les joueurs formés à l'Institut Diambars et qui prospèrent dans les cinq grands championnats européens (Angleterre, Espagne, Allemagne, Italie, France) sont soit défenseurs soit milieux récupérateurs.